



Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger

Rapport Afrique N°289 | 3 juin 2020
Traduit de l'anglais

Headquarters
International Crisis Group
Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38
brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Les efforts du Niger pour contenir l’Etat islamique.....	3
A. La montée de l’Etat islamique dans le Nord de Tillabéri	4
B. L’option militaire se retourne contre le gouvernement nigérien	7
C. Le Niger mise sur la sensibilisation.....	10
D. Les insurrections s’intensifient.....	11
III. Marginaliser l’Etat islamique à Tillabéri.....	17
A. Dialogue	17
1. Dialogue politique avec les communautés	17
2. Dialogue avec les insurgés.....	20
B. Dispositions en matière de sécurité.....	23
1. Recrutement représentatif	23
2. Protéger les civils.....	25
C. Politique économique, développement et réformes.....	26
1. Alléger les mesures de restrictions économiques	26
2. Aide au développement	27
3. Réforme de l’utilisation des terres	28
IV. Conclusion	29
ANNEXES	
A. Carte du Niger	30
B. Actes de violence de l’Etat islamique le long de la frontière Mali-Niger	31
C. A propos de l’International Crisis Group	32
D. Rapports et briefings sur l’Afrique depuis 2017.....	33
E. Conseil d’administration de l’International Crisis Group.....	36

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Il y a deux ans, le Niger a suspendu sa coopération en matière de lutte antiterroriste avec les milices maliennes dans le Nord de Tillabéri et tenté de contrecarrer l'Etat islamique en sensibilisant les communautés. Depuis lors, les insurgés ont lancé des attaques encore plus meurtrières, et le Niger est revenu à une approche militaire.

En quoi est-ce significatif ? L'escalade des attaques de l'Etat islamique au Niger aggrave la crise sécuritaire au Sahel central. Niamey a tenté plusieurs approches, sans parvenir à ralentir l'avancée des jihadistes. Tandis que les forces de sécurité nigériennes ont partiellement évacué la zone frontalière avec le Mali, le groupe jihadiste se renforce.

Comment agir ? L'Etat islamique est à la fois une menace pour la sécurité et un concurrent de l'Etat en matière de gouvernance. Niamey devrait combiner efforts militaires et politiques pour répondre aux doléances des communautés frontalières, mettre fin aux conflits à base communautaire et engager un dialogue avec les insurgés pour les éloigner du jihadisme.

Synthèse

En décembre 2019 et janvier 2020, les forces de sécurité nigériennes ont subi les attaques les plus meurtrières de leur histoire, perdant des dizaines de soldats lors d'assauts menés par la branche sahélienne de l'Etat islamique opérant entre le Mali et la région frontalière de Tillabéri au Niger. Les insurgés ont repris leurs frappes un an après que les autorités nigériennes eurent décidé de suspendre leur collaboration avec des milices ethnopolitiques maliennes, constatant que cela avait déclenché une effusion de sang entre les communautés nomades rivales de la région. Certaines de ces communautés avaient alors resserré les liens avec l'Etat islamique qui leur offrait sa protection. Le Niger a ensuite tenté de regagner la loyauté de ces communautés par des forums de dialogue. Ces efforts ayant eux aussi échoué, Niamey est revenu à une option principalement militaire après les attaques meurtrières de la fin 2019. En renouant avec cette stratégie, le gouvernement risque d'enflammer à nouveau les conflits locaux que l'Etat islamique pourrait exploiter. En parallèle d'opérations militaires, le gouvernement ferait mieux de poursuivre ses efforts politiques pour construire la paix entre les communautés frontalières et développer des liens plus étroits avec elles. Par ailleurs, il devrait maintenir ses efforts de dialogue pour éloigner les ressortissants de la région frontalière des groupes jihadistes.

Après les attaques meurtrières de la fin 2019 et un repli militaire initial, Niamey a tenté de regagner du terrain en menant des opérations contre-terroristes brutales avec le soutien et peut-être sous la pression de la France, qui a déployé quelques milliers de soldats dans la région sahélienne. Cette offensive militaire s'accompagne d'une escalade inquiétante de meurtres présumés de civils par les forces de sécurité, situation que les jihadistes pourraient exploiter pour renforcer leur recrutement. Une situation similaire s'était produite en 2017-2018, lorsque le Niger s'était associé aux milices ethniques maliennes considérées comme rivales de communautés frontalières, en particulier les Peul, dont beaucoup se sont alors rapprochés de l'Etat islamique. Niamey devrait éviter de reproduire des erreurs similaires dans un contexte que la pandémie de Covid-19 complique un peu plus. Celle-ci menace non seulement d'affaiblir, voire d'immobiliser, le gouvernement et l'armée, mais elle réduit également la capacité des autorités et d'autres organisations de surveiller le comportement des troupes sur le terrain.

Les communautés frontalières, qui apprennent à vivre l'arme à la main depuis deux décennies, sont devenues de plus en plus hostiles à l'Etat. Le gouvernement nigérien a récemment tenté de les courtiser à nouveau, mais n'a pas réussi à atteindre ses principaux objectifs. Les multiples initiatives de dialogue et de désarmement menées par l'Etat ont manqué de coordination et semé un peu plus de confusion. Ses efforts pour recruter des ressortissants locaux dans les forces de sécurité ont été compromis par le népotisme et la corruption et ont donné peu de résultats probants, en particulier parmi les nomades peul. Il devient de plus en plus difficile de convaincre les habitants des zones frontalières que le gouvernement peut leur offrir davantage que les jihadistes, qui se présentent comme une alternative rivale à la gouvernance de l'Etat. Alors que Niamey espérait que ses actions de sensibilisation envers les communautés locales inciteraient les défections de combattants, les communautés fron-

talières ne parviennent pas à convaincre ceux des leurs qui ont rejoint l'Etat islamique de renoncer à leur cause.

Le Niger a des marges de manœuvre limitées, d'autant que l'Etat islamique est présent non seulement dans la région de Tillabéri, mais aussi de l'autre côté des frontières avec le Mali et, de plus en plus, le Burkina Faso. Néanmoins, la gestion par Niamey de la crise dans la région de Tillabéri est cruciale si les autorités nigériennes veulent contrecarrer l'extension de l'Etat islamique à l'intérieur des frontières du pays. Les autorités doivent s'en préoccuper non seulement parce que l'Etat islamique représente une menace pour la sécurité, mais aussi parce qu'il constitue une véritable alternative en matière de gouvernance. Face à un tel risque, le Niger devra élaborer une réponse politique ambitieuse et coordonnée pour éviter d'aliéner un peu plus les communautés frontalières et renouer les liens avec elles. Ce faisant, les autorités devront également faire preuve de discernement, pour ne pas exposer aux représailles de l'Etat islamique ceux qui dans les communautés choisiront de privilégier la coopération avec le gouvernement.

Le Niger pourrait en premier lieu mieux identifier les conflits inter- et intracommunautaires pour s'atteler à leur résolution et assécher ainsi le principal vivier de recrutement de l'Etat islamique. Il devrait poursuivre le dialogue avec les jihadistes eux-mêmes afin d'appréhender ce qui pourrait les inciter à quitter les rangs de l'Etat islamique. Les partenaires étrangers – notamment la France et les Etats-Unis – devraient prendre conscience que les efforts du Niger pour établir un dialogue avec une partie des commandants de l'Etat islamique exigent aussi des compromis de leur part. Cela pourrait les obliger à suspendre à court terme certains objectifs anti-terroristes pour permettre au dialogue d'avoir un impact durable à plus long terme. Enfin, Niamey devrait répondre aux multiples griefs qui concourent à la marginalisation des populations frontalières, allant de la sous-représentation de groupes comme les Peul dans les forces de sécurité nationales aux tensions autour des droits fonciers. Se préoccuper de ces griefs ne mettra pas immédiatement fin au conflit, mais cela permettra de créer les bases d'un avenir plus pacifique.

Niamey/Dakar/Bruxelles, 3 juin 2020

Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger

I. Introduction

La zone frontalière entre le Mali et le Niger, dans le Nord de Tillabéri, connaît actuellement une nouvelle flambée de violence. Celle-ci fait suite à l'échec d'une offensive militaire contre la branche sahélienne de l'Etat islamique, entre 2017 et la mi-2018, et des efforts ultérieurs du gouvernement nigérien pour poursuivre le dialogue avec les communautés parmi lesquelles les jihadistes se sont implantés. Depuis avril 2019, les attentats revendiqués par l'Etat islamique ont tué de nombreux dirigeants locaux qui exerçaient des fonctions stratégiques pour l'Etat ainsi que plus de deux cents membres des forces de sécurité, ce qui fait craindre que le Niger, considéré par ses partenaires étrangers comme plus stable que ses voisins du Sahel central, soit le prochain domino de la région à tomber. Le 13 janvier 2020, lors d'un sommet organisé par le président Emmanuel Macron à Pau, la France, le Niger et d'autres gouvernements du Sahel ont publié une déclaration commune appelant à renforcer les capacités militaires dans la région et à cibler prioritairement l'Etat islamique au Sahel. Le communiqué de presse a également appelé au retour de l'Etat dans les territoires touchés par le conflit et à un renforcement de l'aide au développement.¹

Dans le Nord de Tillabéri, comme ailleurs au Sahel, l'attention excessive accordée au contre-terrorisme a conduit à un recours disproportionné aux moyens militaires, dans un conflit fondamentalement motivé par les concurrences inter- et intracommunautaires autour des droits et des ressources, conflit que l'Etat islamique a su exploiter à son profit. Les stratégies de lutte contre le terrorisme visant à affaiblir les groupes jihadistes ne sont ni illégitimes ni infondées, mais la façon dont elles sont menées au Niger a souvent envenimé les situations plus qu'elle ne les a apaisées. Ces stratégies ont, par exemple, accéléré la militarisation des communautés frontalières et alimenté la stigmatisation des membres des groupes nomades peul, que les autres communautés locales considèrent souvent comme les plus proches collaborateurs de l'Etat islamique sur le terrain. Elles ont également entraîné le meurtre de civils qui étaient accusés d'être des membres de l'Etat islamique ou étaient pris pour tels. Alors que Niamey lance une nouvelle offensive antiterroriste en réponse à la montée de la violence le long de la frontière, les communautés locales du Nord de Tillabéri affirment déjà que les opérations militaires ont causé la mort d'un grand nombre de civils.²

Profitant du désordre créé, la branche de l'Etat islamique cherchera à gagner du terrain. Elle a déjà acquis une légitimité aux yeux de certains habitants de la région de Tillabéri en apparaissant comme une force capable, davantage que l'Etat, de protéger ses alliés locaux et de fournir des services de base, y compris la sécurité. Le Niger cherche une réponse qui affaiblirait l'Etat islamique, mais il peine à trouver de nouvelles idées alors que les approches tentées à ce jour ont largement échoué.

¹ « G5 Sahel – Sommet de Pau – Déclaration des chefs d'Etat », Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, 13 janvier 2020.

² Voir la discussion au section II.D du présent rapport.

Ce rapport, qui s'ajoute à celui publié en 2018, fait partie d'une série de publications qui se penchent sur les politiques susceptibles d'endiguer la violence et d'empêcher la propagation du jihadisme dans les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger.³ Les recherches ont été menées principalement en juin et octobre 2019 et en février 2020 à Niamey, où Crisis Group a interrogé de hauts responsables politiques et militaires, des élus locaux et régionaux, des chefs traditionnels, des médiateurs, des chefs de milices peul, des responsables de la société civile de la région de Tillabéri, des agents du renseignement et des diplomates.

³ Rapport Afrique de Crisis Group N°261, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12 juin 2018

II. Les efforts du Niger pour contenir l'Etat islamique

La branche sahélienne de l'Etat islamique est actuellement la plus grave menace pour la sécurité du Niger, voire de toute la région. Son émir, Adnan Abou Walid al-Sahraoui, a d'abord prêté allégeance en 2015 à Abou Bakr al-Baghdadi, qui était alors calife autoproclamé de l'Etat islamique.⁴ Né au Sahara occidental, Adnan Abou Walid al-Sahraoui a émigré comme étudiant en Algérie, puis s'est rendu dans le Nord-Est du Mali où il est devenu le porte-parole du Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un groupe dissident d'al-Qaeda.⁵ Sahraoui a ensuite proclamé sa loyauté à l'Etat islamique en 2015 et son groupe a lancé une série d'attaques au Niger et au Burkina Faso. Par la suite, il a étendu son contrôle aux régions sahélienne et orientale du Burkina Faso, et surtout aux régions de Ménaka au Mali et de Tillabéri au Niger, où il a acquis une notoriété mondiale après une attaque soldée par la mort de quatre militaires américains en 2017. Les combattants de Sahraoui ont resserré leur emprise sur la zone des trois frontières en nouant des alliances avec diverses communautés et ont infligé, ces derniers mois, de lourdes pertes aux forces de sécurité des trois Etats.

La progression de l'Etat islamique, depuis le Mali jusqu'à la région de Tillabéri, dans le Nord du Niger, dont le chef-lieu de district se trouve à seulement 112 km de la capitale fédérale, Niamey, a déconcerté les autorités. Après l'échec d'une première tentative de dialogue avec les insurgés, le Niger a autorisé, mi-2017, des groupes armés maliens à base ethnique, alliés au gouvernement de Bamako et proches des forces militaires françaises, à opérer sur son territoire.⁶ Les raids de ces groupes ont d'abord fait reculer l'Etat islamique, mais ont envenimé les relations entre communautés sur le terrain, les groupes armés touareg et daosahak du Mali prenant souvent pour cible les Peul, qu'ils accusaient de collaborer avec les jihadistes, ce qui a déclenché en retour des représailles. Prenant conscience que ces opérations ne faisaient qu'accroître l'instabilité, le Niger s'est engagé à partir de juillet 2018 dans une politique de sensibilisation des populations locales.

⁴ La déclaration d'allégeance de Sahraoui à Baghdadi en 2015 est évoquée par Camilo Casola, « Jihad and Instability in the Sahel: The Extent of a Crisis », Italian Institute for International Political Studies, 10 mai 2019. Crisis Group est en possession d'un enregistrement audio de sa *bay'ah*, ou serment d'allégeance, daté du 13 mai 2015.

⁵ Né et élevé à la fin des années 1970 dans la région de Laayoune, au Sahara occidental, sous contrôle marocain, Sahraoui s'est rendu en Algérie pendant la guerre civile entre le gouvernement et diverses insurrections islamistes dans les années 1990. Avant de rejoindre le Mujao en 2011, Sahraoui a également passé du temps dans les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf, en Algérie, dirigés par le Polisario, le mouvement qui cherche à obtenir l'indépendance du Sahara occidental. Entretien d'un analyste de Crisis Group dans une précédente fonction, Alger et Tindouf, 2017. Pour une biographie plus complète, voir Benjamin Roger, « Tracking Abu Walid al-Sahraoui, West Africa's Most Wanted Jihadist », *The Africa Report*, 12 février 2020. Les détails du rôle de Sahraoui en tant que porte-parole du Mujao sont présentés par Pauline Le Roux, « Comment l'Etat islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 juin 2019.

⁶ L'opération française Barkhane a mis en place une coopération formelle avec ces groupes armés, probablement à partir de septembre 2017. Entretien avec Crisis Group, officiers et responsables militaires français, Dakar et Paris, 2018.

Cette politique n'a pas non plus été un franc succès : l'influence de l'Etat islamique continue de grandir non seulement parmi les Peul, mais aussi parmi les communautés touareg, djerma et daosahak. Des responsables locaux qui collaboraient avec le gouvernement nigérien ont été assassinés. Les attaques jihadistes ont repris et sont devenues beaucoup plus meurtrières, surtout vers la fin 2019.

A. *La montée de l'Etat islamique dans le Nord de Tillabéri*

Les dirigeants de l'Etat islamique ont développé une véritable expertise dans la mobilisation des communautés locales, utilisant la zone frontalière entre le Niger et le Mali comme un important vivier de recrutement de combattants. Au départ, Sahraoui a fait des incursions chez les Peul, dont les éleveurs se trouvent piégés ces dernières décennies entre l'empiétement des agriculteurs sur leurs pâturages au Sud et la concurrence accrue des nomades touareg et daosahak au Nord.⁷ En 2012, lorsque le Mouvement national de libération de l'Azawad a armé de jeunes combattants touareg et daosahak et qu'une coalition de groupes jihadistes a pris le contrôle de la région de Gao au Mali, certains combattants peul ont rejoint le camp jihadiste, se tournant vers le Mujao pour obtenir sa protection.⁸ En tant que commandant du Mujao, Sahraoui a joué un rôle déterminant dans l'accueil des combattants peul du Nord de Tillabéri, dont beaucoup avaient déjà appris, pendant des années, à vivre les armes à la main à cause des conflits à base communautaire.

L'alliance de l'Etat islamique avec les communautés peul devait s'avérer inestimable pour la survie et l'évolution de Sahraoui en tant que chef jihadiste. Lorsque l'intervention française de janvier 2013 visant à expulser les jihadistes des grandes villes du nord du Mali a dispersé les combattants, Sahraoui, qui avait été gouverneur Mujao de la ville de Gao, a été contraint de se réfugier dans la clandestinité.⁹ Les combattants peul et d'autres nomades ont facilité sa fuite vers les régions frontalières entre le Mali et le Niger, où il a renforcé son implication dans les affaires de leurs communautés.¹⁰

Le Mujao a mis en place des canaux pour que les populations lui rapportent les crimes, cherchant à gagner leur confiance en rétablissant l'ordre et en rendant une forme de justice locale. Certaines communautés ont alors commencé à percevoir les groupes jihadistes non seulement comme des protecteurs mais aussi comme des dirigeants potentiellement légitimes de leurs territoires (ou en tout cas jouissant d'une plus grande légitimité que les rebelles ou l'Etat).¹¹ En s'installant dans la région, Sa-

⁷ Rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali*, op. cit.

⁸ L'alignement de certains combattants peul nigériens sur la branche sahélienne de l'Etat islamique est le produit de dynamiques en gestation depuis plusieurs décennies. Depuis les années 1990, des cycles de violence liés à la rébellion et aux conflits fonciers ont opposé les Peul de Tillabéri à d'autres groupes, ce qui a conduit les jeunes hommes peul, comme leurs voisins touareg et daosahak, à apprendre le métier des armes. Globalement, les frontières entre civils et combattants sont devenues de plus en plus floues, les jeunes hommes prenant les armes pour protéger leurs communautés et leurs biens. Voir le rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali*, op. cit.

⁹ Voir Jean-Hervé Jezequel et Vincent Foucher, « Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural », Commentaire de Crisis Group, 11 janvier 2017.

¹⁰ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

¹¹ Ibid.

hraoui a déclaré son allégeance à l'Etat islamique en Iraq et en Syrie, fondant le groupe qui allait devenir populaire sous le nom d'Etat islamique au Grand Sahara et s'auto-proclamant son émir.¹²

Profitant de l'absence de l'Etat malien le long de la frontière, les commandants de l'Etat islamique ont élargi leur emprise autour de la vaste région frontalière entre le Mali et le Niger, multipliant ainsi le nombre de leurs combattants et gagnant en influence dans des régions où le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM), soutenu par al-Qaeda, avait également développé des réseaux, mais sans entrer jusqu'ici en conflit avec ceux-ci.¹³ L'Etat islamique a également forgé de nouvelles alliances au-delà des Peul, ciblant les groupes issus des communautés touareg, daosahak et djerma, en utilisant des méthodes d'intimidation mais aussi en fournissant des services importants comme la protection contre les raids et le vol de bétail.¹⁴

La branche de l'Etat islamique sous les ordres de Sahraoui, qui n'était qu'un groupe jihadiste parmi d'autres dans la zone frontalière, a pratiquement pris le contrôle de l'ensemble de la région. Sur le plan tactique, son implantation dans la zone frontalière lui procure d'importants avantages lors des affrontements. Plutôt que d'occuper des villes ou des villages spécifiques, l'Etat islamique peut mobiliser des forces éparpillées à travers la région frontalière. Lorsqu'un appel est lancé, des dizaines de combattants à moto peuvent soudainement surgir de nulle part pour attaquer une cible et ensuite se fondre rapidement dans la brousse après l'attaque. Cette tactique maximise l'impact et l'effet de surprise des opérations de l'Etat islamique. Elle rend presque impossible une réponse des autorités et de leurs alliés internationaux, qui ne peuvent pas cibler les combattants de l'Etat islamique par des frappes aériennes.

Même si l'Etat islamique est connu dans d'autres régions pour ses atrocités de masse contre les musulmans hétérodoxes et les non-musulmans, sa branche sahélienne a généralement adopté une approche visant à gagner la confiance et la coopération des populations sunnites du Nord de Tillabéri.¹⁵ Le groupe a la réputation

¹² Ibid. Voir également le message audio de Sahraoui faisant serment d'allégeance (*bay'ah*) à Bagdadi, op. cit. La branche ne semble pas se désigner comme « l'Etat islamique dans le Grand Sahara » (EIGS). On ne sait pas exactement d'où vient ce nom ni comment il s'est propagé.

¹³ Il est impossible d'obtenir des chiffres précis. Certaines sources nigériennes et internationales de sécurité estiment que la branche de l'Etat islamique comptait moins de 80 membres en 2017 et en comptait 400 en 2019. Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019. Voir aussi « Why Niger and Mali's cattle herders turned to jihad », Reuters, 12 novembre 2017.

¹⁴ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019. Voir aussi « Why Niger and Mali's cattle herders turned to jihad », op. cit. Les insurgés djerma de Tingara dans le département de Ouallam ainsi que les Touareg de la région d'Inatès sont maintenant de plus en plus alignés sur Sahraoui ou le GSIM.

¹⁵ En effet, on ne sait pas très bien quel est le degré réel de coopération entre la branche du Sahel et l'Etat islamique central. Pendant plus d'un an, les médias centraux de l'Etat islamique ont ignoré le serment de Sahraoui en 2015 et n'ont que rarement mentionné son groupe. En octobre 2016, *al-Naba*, le bulletin d'information hebdomadaire de l'Etat islamique, a publié son premier article sur la branche du Sahel, et il a ensuite commencé à mettre le groupe en avant plus fréquemment. Ce faisant, il a cependant fusionné le groupe avec la Province Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique (ISWAP, en anglais), implanté dans le nord du Nigeria, et a désigné les deux comme une seule et même entité. De son côté, la branche du Sahel a communiqué par le biais d'organes tiers comme les sites d'information mauritaniens et a publié ses propres vidéos, comme un clip de mars 2019 dans

d'assassiner ceux qui collaborent avec l'Etat, en particulier les chefs locaux, mais il a globalement évité les attaques à grande échelle contre des civils dans le Nord de Tillabéri.¹⁶

Les habitants voient aussi souvent dans l'Etat islamique une autorité compétente pour résoudre les litiges fonciers et fournir des services tels que la protection du bétail contre le vol.¹⁷ Ce dernier est la principale préoccupation des nomades vivant le long de la frontière, où la perte de troupeaux lors d'un raid peut dévaster une famille pendant des décennies.¹⁸ Selon la population locale, les forces de sécurité nigériennes ne font pas grand-chose pour empêcher les raids ou récupérer les animaux volés.¹⁹ En contrepartie des mesures d'ordre et de protection, les civils tolèrent la *zakat* (taxe) exigée par l'Etat islamique, qu'ils préfèrent aux *razzias* (raids) qu'ils subissaient auparavant.²⁰ L'Etat islamique a ainsi gagné la loyauté de guerriers nomades locaux, tels que Doundoun Cheffou et Petit Chafori. Ces deux pasteurs peul ont d'abord pris les armes pour défendre leurs propres intérêts et protéger leur bétail contre les pilliers touareg et daosahak, mais ils organisent aujourd'hui des attaques complexes contre des cibles nationales et étrangères au nom de l'Etat islamique.²¹

Les insurgés ont également recours à l'intimidation pour contrôler les communautés. Tout en instaurant un climat de confiance avec les villageois et les nomades, les commandants de Sahraoui ont créé des réseaux d'informateurs sur le terrain qui fournissent des renseignements sur les mouvements et les stratégies de l'Etat et de ses mandataires, de sorte que les habitants n'osent pas trahir l'Etat islamique.²² Les populations locales sont de plus en plus réticentes à rendre compte des mouvements des insurgés par peur d'actes de vengeance. « Lorsque les hommes d'Abou Walid passent par notre région, nous n'alertons pas les forces de sécurité pour deux raisons », a déclaré un chef de tribu de la zone frontalière. « Premièrement, nous pensons que l'armée n'agira pas. Deuxièmement, nous avons peur. Ces bandits nous tueront s'ils découvrent que nous les avons dénoncés ». ²³

lequel un commandant daosahak de l'Etat islamique châtie des miliciens daosahak pour avoir combattu aux côtés de Barkhane et les exhorte « à se repentir et à retourner à leur religion ». Voir le [tweet](#) de Menastream, cabinet de recherche, @MENASTREAM, 11:16pm, 30 mars 2019. Pour en savoir plus sur l'ISWAP, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°273, *Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province*, 16 mai 2019.

¹⁶ Parmi les exceptions notables figurent néanmoins les meurtres en représailles contre des civils daosahak et touareg au Mali en avril 2018, dans le cadre des attaques des milices ethnopolitiques contre les Peul.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

¹⁸ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019.

¹⁹ Ibid.

²⁰ « C'est comme si les jihadistes avaient remplacé les pilliers touareg qui sont venus pendant des années pour voler nos animaux. Les jihadistes viennent une fois par an, et prennent une chèvre et un mouton sur 60, plus une vache sur 30. Avant, c'était la razzia, et ils prenaient tout. Mon père a tout perdu et a été tué par Imghad en 2002. Je n'ai que vingt têtes de bétail, donc ils ne m'en ont pas pris. Il y a plus de sécurité avec les hommes d'Abou Walid qu'avant, mais c'est l'Etat qui devrait assurer la sécurité. Rien n'a jamais été fait pour rechercher le bétail volé à mon père ». Entretien de Crisis Group, chef de tribu du Nord de Tillabéri, Niamey, octobre 2019.

²¹ Voir par exemple, « Why Niger and Mali's cattle herders turned to jihad », op. cit.

²² Entretien de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019.

²³ Entretien de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

La vie dans les zones sous contrôle de l'Etat islamique peut être austère, voire morne, mais les communautés locales estiment souvent que le prix à payer en termes de libertés individuelles en vaut la peine en échange de la sécurité dont elles bénéficient. D'une part, les jihadistes imposent des contraintes aux pratiques religieuses et traditionnelles des populations. La musique et les fêtes sont interdites, les mariages ressemblent désormais à des enterrements, selon certains, et les coutumes qui permettent aux femmes de choisir leur partenaire sont devenues taboues. Par contre, la prédication traditionnelle de la Tidjaniyya (confrérie soufie) est encore autorisée dans certaines mosquées.²⁴ Mais d'autre part, certains, particulièrement parmi les Peul, considèrent la branche de l'Etat islamique comme un rempart nécessaire contre un Etat qui s'en est pris à eux.²⁵ « Beaucoup de Peul pensent que sans Sahraoui, ils seraient morts », a déclaré un notable Peul, en référence à la protection que sa communauté a reçue de Sahraoui lors des opérations anti-terroristes de juillet 2017 et février 2018, qui ont causé la mort de civils peul.²⁶

B. *L'option militaire se retourne contre le gouvernement nigérien*

Au fur et à mesure que l'influence des groupes jihadistes à la frontière malienne se renforçait, les responsables nigériens exploraient les possibilités de négocier avec eux. Mais les premières opportunités de dialogue se sont progressivement fermées à mesure que l'Etat et ses partenaires étrangers s'orientaient vers une approche plus militarisée. Les autorités politiques et militaires françaises et nigériennes ne partageaient pas les mêmes opinions sur les mérites du dialogue comme moyen de traiter avec l'Etat islamique.²⁷

En 2016, des émissaires nigériens ont ouvert des pourparlers avec des représentants de l'Etat islamique pour négocier la libération d'un garde national qui avait été capturé lors d'une attaque contre son poste qui avait fait six morts.²⁸ Le garde a été libéré, mais les négociations ont échoué lorsque les partisans de la ligne dure au sein du gouvernement et des forces armées ont mis un frein au dialogue. Pendant que ces négociations étaient en cours, la France a mené de nouvelles frappes aériennes dans

²⁴ Beaucoup voient les origines des interprétations plus strictes de l'Islam dans la montée de l'idéologie réformiste Izala Salafi, établie dans le nord du Nigeria en 1978 pour contester les pratiques « novatrices » des confréries soufies de la région. Dans certains villages, les fidèles des petites mosquées tidjanes, en briques de terre crue, voient avec suspicion depuis des années la montée des grandes mosquées en ciment financées par les pays du Golfe. Les Izalas, cependant, ne voient pas d'un bon œil la présence de groupes jihadistes. Entretien de Crisis Group, chef de village tidjane originaire d'Inatès, Niamey, octobre 2019.

²⁵ « Il ne ferme pas les écoles, et il n'ordonne pas d'exécutions ou d'amputations. Les femmes et les enfants se sentent plus en sécurité sous sa direction », a déclaré le responsable d'une ONG locale. Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019. En septembre 2019, un rapport a circulé selon lequel jusqu'à 100 écoles avaient été fermées pour l'année scolaire 2019-2020. Certaines écoles ont fermé leurs portes suite aux attaques des milices maliennes. La plupart ont été fermées par l'Etat en raison du niveau élevé d'insécurité et de la réticence des enseignants à se rendre dans ces régions pour y travailler. Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

²⁶ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

²⁷ Rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali*, op. cit.

²⁸ Voir, par exemple, Ruth Maclean, « Niger Islamic State hostage: "They want to kill foreign soldiers" », *The Guardian*, 5 juin 2018.

la zone frontalière entre le Mali et le Niger en février 2017. Elle a également exhorté le gouvernement à ne pas libérer, dans le cadre du processus de dialogue, les combattants arrêtés par Barkhane, l'opération militaire française de lutte contre le terrorisme au Sahel.²⁹ De leur côté, les insurgés, qui étaient à l'époque moins unifiés sous le commandement de l'Etat islamique qu'ils ne le sont aujourd'hui, n'ont pas pu formuler un programme de revendications politiques qui aurait servi de base aux négociations. Les pourparlers ont donc tourné court.

De mi-2017 à mi-2018, le Niger et Barkhane se sont alliés aux milices maliennes, à savoir le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), recrutant principalement parmi les Daosahak, et le Groupe autodéfense Imghad et alliés (Gatia). Les deux groupes sont membres d'une coalition de groupes armés, appelée Plateforme, qui collabore avec Bamako ; le Gatia est également un groupe signataire de l'accord de paix inter-malien de 2015. Le Gatia et le MSA ont mené des opérations conjointes, principalement dans la région de Ménaka au Mali, mais ils ont également été actifs dans le Nord de Tillabéri. Même lorsqu'il n'était pas directement impliqué dans les opérations, le Niger a autorisé les incursions transfrontalières de ces groupes maliens et leur a fourni du carburant.³⁰

Même si les groupes armés ont remporté quelques victoires contre l'Etat islamique, ils ont également durement frappé la population civile, aggravant encore les tensions communautaires et poussant davantage de Peul à s'allier aux jihadistes. En février et mai 2018, l'alliance a tué plus de 200 insurgés présumés et a apparemment affaibli la branche de l'Etat islamique, mais elle a également causé la mort de dizaines de civils dans la zone frontalière.³¹ Au fur et à mesure de la progression de cette campagne contre-terroriste, il est apparu clairement que les opérations ne parvenaient pas à neutraliser définitivement l'Etat islamique et qu'elles conduisaient à une escalade des violences intercommunautaires meurtrières. Ces assassinats impliquaient généralement des groupes armés rivaux peul, daosahak et touareg, affiliés soit à l'Etat islamique, soit aux milices maliennes.³²

Dans ce contexte, ce que l'opération Barkhane considérait comme des opérations antiterroristes menées en coordination avec le MSA et le Gatia était largement perçues à Tillabéri comme un soutien de la France et du Niger aux Touareg et aux Daosahak dans une campagne de nettoyage ethnique contre les Peul.³³

Face à l'augmentation du nombre de victimes civiles, en juillet 2018, les autorités de Niamey ont discrètement arrêté les opérations impliquant les milices maliennes,

²⁹ Selon des responsables militaires français, l'opération Barkhane informe le gouvernement chaque fois qu'une opération est sur le point d'être menée sur le territoire nigérien.

³⁰ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

³¹ Les estimations diffèrent selon les sources, la base de données de l'*Armed Conflict Location & Event Data Project* (AcleD) faisant état de 65 tués et les associations peul donnant le chiffre de 99. Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2018.

³² Pendant les opérations, des groupes communautaires, des médias et des organisations non gouvernementales, dont Crisis Group, ont tiré la sonnette d'alarme concernant les meurtres commis à l'échelle communautaire. Rapport de Crisis Group, *Frontière Mali-Niger*, op. cit. L'observatoire Kisal, axé sur les Peul, a fourni des mises à jour essentielles sur les attaques dans les zones rurales éloignées. Voir également « Niger : 17 morts lors d'une attaque à Aghay, près de la frontière malienne », RFI, 19 mai 2018.

³³ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

conscientes qu'une collaboration ouverte avec elles avait sans doute causé plus de problèmes qu'elle n'en avait résolus.³⁴ En octobre, Barkhane a également considérablement réduit sa collaboration avec les milices opérant dans les régions frontalières.

Cette décision a été prise après que des miliciens du MSA ont fait appel au soutien aérien français pour un raid sur des jihadistes présumés, qui a en réalité ciblé une cérémonie de baptême et tué trois femmes et un enfant de quatre mois, tous issus de la communauté peul.³⁵ Barkhane a reconnu sa participation à l'attaque mais n'a pas assumé la responsabilité des décès, déclarant qu'il était « impossible d'identifier la source des tirs » qui ont tué les femmes et le nourrisson.³⁶ Bien que l'autorisation des milices pour les opérations transfrontalières ait été révoquée, Niamey n'a pas totalement coupé ses liens avec celles-ci ; le gouvernement a continué de considérer le MSA et le Gatia comme des partenaires essentiels du côté malien de la frontière, étant donné l'absence de forces nationales maliennes sur place.³⁷

Les raids des milices maliennes sur les civils ont eu pour effet pervers d'étendre la zone d'influence et de renforcer la légitimité de l'Etat islamique sur le terrain. Les communautés, en particulier les Peul, considéraient le Niger comme complice des massacres. Selon des représentants de l'Etat et des personnalités de la société civile, les raids du MSA et du Gatia sur les communautés frontalières nigériennes ont entraîné des meurtres de civils, y compris de femmes et d'enfants, et des attaques sur les camps de nomades.³⁸ Les groupes affiliés à l'Etat islamique ont eux aussi commis des atrocités similaires contre des civils touareg et daosahak au cours de la même période. Dans la région, ces violences ont poussé une nouvelle vague d'hommes, qui se sentaient alors vulnérables, dans les bras des groupes jihadistes ou des groupes d'auto-défense qui coopéraient avec eux. Par exemple, ce n'est qu'en 2018 qu'un groupe d'insurgés peul à Ikarafane, dans l'Ouest du Niger, le long de la frontière malienne, a accepté l'aide des jihadistes.³⁹

Les répercussions de cette séquence ont directement compromis les objectifs de l'armée nigérienne, qui visaient à saper les bases du groupe dans le Nord de Tillabéri. Au contraire, face à une menace extérieure commune, différents groupes armés frontaliers, déjà plus ou moins liés entre eux, se sont unifiés sous la direction apparente de l'Etat islamique.⁴⁰

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

³⁶ Rémi Carayol, « A la frontière entre le Niger et le Mali, l'alliance coupable de l'armée française », *Mediapart*, 29 novembre 2018.

³⁷ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

³⁸ Ibid.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019. Ce groupe d'environ 100 à 200 insurgés, principalement des Tolebe et des Wodaabe, s'est d'abord organisé sous le nom de Korore (« ceux qui ont campé ») au début des années 2000. En 2018, ils se sont alliés à l'Etat islamique contre le MSA. En 2019, ils auraient perpétré l'attentat d'octobre qui a tué cinq gendarmes d'élite et celui de décembre qui a tué sept gendarmes et sept soldats de la Garde nationale qui escortaient une mission de la commission électorale indépendante chargée d'inscrire les électeurs dans le département d'Abala.

⁴⁰ Le groupe Katiba Salaheddine dirigé par des Arabes et un groupe de Peul Tolebe (un sous-groupe peul originaire de la zone frontalière Mali-Niger) qui s'est retiré du Front Macina ont tous deux rejoint l'EIGS pendant cette période. Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019. Voir également Heni Heni Nsaibia, « Targeting of the Islamic State in the Greater Sahara », *Acled*, 21 mars 2018.

C. *Le Niger mise sur la sensibilisation*

Même si les opérations militaires ont finalement eu les effets pervers décrits plus haut, elles ont fait reculer l'Etat islamique. En septembre 2018, le groupe s'était temporairement retiré de certaines parties du Nord de Tillabéri sous une forte pression militaire.

Les autorités nigériennes étaient prêtes à accueillir les combattants locaux qui avaient rejoint les insurgés mais qu'elles pensaient désormais plus enclins à se démobiliser. Pour les convaincre, les autorités ont lancé une nouvelle campagne de sensibilisation destinée à rétablir la confiance et à persuader les insurgés de rendre leurs armes. Cette campagne était dirigée par la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP), un conseil mandaté par le gouvernement du Président Mahamadou Issoufou pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité dans la région de Tillabéri. L'approche du gouvernement consistait, en grande partie, à offrir aux simples combattants de déposer les armes et de se rendre à leurs chefs traditionnels en échange d'une immunité les mettant à l'abri des poursuites. Pour cela, les responsables gouvernementaux ont dû convaincre certaines factions à l'intérieur de l'armée qui auraient préféré la vengeance à l'amnistie.⁴¹ « Nous voulions proposer une ouverture pour que ceux qui acceptaient de revenir ne soient pas persécutés », a déclaré un influent conseiller du gouvernement.⁴²

Dans le cadre de sa stratégie de démobilisation, la HACP a également favorisé le lancement d'un processus de recrutement. En vue de gagner un plus large soutien dans la région de Tillabéri, elle a promis de faire enrôler davantage de ressortissants locaux dans les forces de sécurité et de travailler avec certains chefs pour canaliser l'aide alimentaire vers des communautés ciblées. Elle a organisé un forum à Banibangou, dans le Nord de Tillabéri, les 7 et 8 septembre 2018, afin de rapprocher les forces de sécurité et les communautés locales. Le forum a réuni des responsables de l'opération Dongo, une opération militaire spéciale lancée en 2017 pour lutter contre les insurgés basés au Mali mais opérant au-delà des frontières, ainsi que des représentants de la Force conjointe du G5 Sahel, une coalition des forces de sécurité des pays du Sahel.⁴³ La HACP a profité de l'occasion pour faire savoir que les jeunes insurgés pouvaient revenir en toute sécurité et sans conditions. Elle a nommé une douzaine de « chargés de mission » parmi les Peul influents ayant d'importants liens avec les insurgés de toute la zone et a lancé un processus visant à intégrer 200 recrues du Nord de Tillabéri dans les forces armées.⁴⁴

Il s'agissait à la fois de faciliter la reddition des combattants et de créer plus d'emplois dans les services de sécurité pour les communautés frontalières exclues, en particulier les Peul, afin de rétablir leur confiance dans l'Etat. Les résultats ont cependant été décevants. Bien que la HACP ait initialement affirmé que des centaines de combattants s'étaient rendus à la suite du forum de Banibangou, les chefs des communautés affirment que des chefs tribaux ont gonflé les chiffres afin de recevoir

⁴¹ Entretien de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

⁴² Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

⁴³ L'opération Dongo a été remplacée par l'opération Almahaou (qui signifie « tourbillon » en djerma) après l'attaque de Chinegodrar en janvier 2020.

⁴⁴ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires de la HACP, juin et octobre 2019.

l'aide alimentaire. Des responsables de l'Etat nigérien admettent eux-mêmes que seule une poignée de combattants ont été concernés.⁴⁵

Le processus de recrutement de membres des communautés frontalières au sein des forces de sécurité a également déclenché de nouvelles controverses. Lors des campagnes de recrutement, de nombreux Peul ont hésité à s'engager. Des rapports ont également fait état de Peul écartés pour des « raisons médicales » douteuses.⁴⁶ Selon des officiers supérieurs de l'armée et des dirigeants communautaires, le processus a subi les mêmes revers que les recrutements de l'armée au Niger : les postes ont été attribués dans des circonstances obscures, qui tendent à favoriser certaines communautés et régions par rapport à d'autres, créant du ressentiment et alimentant les peurs.⁴⁷

Enfin, la HACP a été confrontée à ce que ses responsables ont commencé à appeler en privé le « problème peul ».⁴⁸ Les communautés peul ont perçu la HACP, dirigée par un général touareg proche du président Issoufou, comme un allié des milices touareg et daosahak qui les avaient attaqués.⁴⁹ Outre ce problème de confiance avec les Peul, la HACP a eu du mal à se mettre en relation avec les dirigeants des communautés concernées. En effet, comme cela apparaîtra dans la suite du rapport, il s'est avéré que les autorités nigériennes avaient crié victoire trop tôt, surestimant la fragilisation de l'Etat islamique par les milices.⁵⁰ La violence a continué, déchirant les communautés, tandis qu'ont émergé de nouveaux chefs locaux affiliés aux insurrections régionales et modifiant le paysage politique sur le terrain.⁵¹

D. *Les insurrections s'intensifient*

Niamey n'ayant pas réussi à regagner la loyauté des communautés locales ni à écarter les insurgés ayant rejoint le jihad, l'Etat islamique a pu rassembler ses forces et organiser une nouvelle insurrection. Ses combattants maîtrisent encore mieux l'art de la dispersion alors que les forces de Barkhane, débordées, louvoient sans cesse d'un

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, Dakar, septembre 2019.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019. Certains fonctionnaires ont mentionné des recrutements destinés à former un corps frontalier nigérien composé d'habitants de Tillabéri, ce qui alimente les craintes des Peul en particulier, qui redoutent que le Niger ne prépare une force paramilitaire ethnique semblable au Gatia et au MSA du Mali.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2020.

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, représentant des Peul, Niamey, octobre 2019. En outre, comme l'a fait remarquer un responsable de la HACP, « nous avons invité les milices parce que nous les considérons comme des partenaires qui pouvaient nous aider à comprendre ces problèmes et à trouver des solutions. La communauté peul n'a jamais apprécié la relation entre la HACP et ces milices, mais cette situation n'a pas posé de problèmes aux autres communautés ». Entretien téléphonique de Crisis Group, fonctionnaire de la HACP, janvier 2020.

⁵⁰ Entretien télévisé avec le Général Mahamadou Abou Tarka, président de la HACP, vidéo, YouTube, 9 octobre 2018.

⁵¹ Pour en savoir plus sur les risques de politisation des chefferies traditionnelles du Niger, en particulier dans le Nord de Tillabéri, voir Abdourahmane Idrissa, « Traditional Authorities in Niger: Politicization and Under-representation », in Fransje Molenaar et al., *The Status Quo Defied*, Institut Clingendael, août 2019, p. 52-78.

point chaud à l'autre, tournant notamment autour de la région du Gourma, le long de la rive occidentale du fleuve Niger.⁵²

A partir d'avril 2019, la région a connu un pic d'assassinats et d'enlèvements. De nombreux responsables locaux ont craint que l'Etat islamique ne prenne pour cible des individus perçus par les jihadistes comme collaborant avec l'Etat.⁵³ Ces violences avaient pour toile de fond une détérioration des relations intercommunautaires et une augmentation des règlements de comptes motivés par des griefs locaux. Alors que les meurtres ont permis de se débarrasser de nombreux responsables communautaires locaux qui étaient d'importants alliés du gouvernement, l'Etat islamique a également mené une série de lourdes frappes contre des positions militaires.

Ces assassinats semblent faire écho à la stratégie de l'Etat islamique en Iraq et en Syrie, qui a systématiquement visé les collaborateurs civils de l'Etat, y compris les musulmans que l'organisation considère comme des « apostats ». Concrètement, cette violence pourrait servir de multiples objectifs, notamment choquer les communautés pour les soumettre, décourager la coopération avec un Etat qui semble incapable d'offrir sa protection, et priver l'Etat de maillons essentiels pour son appareil de renseignement. Certaines personnes au sein du gouvernement insistent, cependant, sur le fait que ces meurtres sont la preuve que les jihadistes se sentent menacés parce que la stratégie de sensibilisation des communautés menée par Niamey fonctionne.⁵⁴ D'autres habitants de la région considèrent que ces assassinats ne sont pas le fait de l'Etat islamique, mais le résultat de règlements de comptes inter- ou intra-communautaires.⁵⁵

Un incident central, qui illustre le positionnement de l'Etat islamique, est l'enlèvement, le 11 avril 2019, d'Oumarou « Kiro » Roua, un médiateur renommé qui, depuis 2016, facilitait le dialogue entre l'Etat, les dirigeants de l'Etat islamique et les groupes armés peul. Sa disparition a souligné les difficultés rencontrées par l'Etat, qui tentait de négocier avec les jihadistes alors qu'une partie de ses services de sécurité était encore engagée dans la planification d'opérations militaires contre l'Etat islamique et ses alliés sur le terrain. Des témoignages locaux suggèrent que le médiateur a été accusé de trahison par les insurgés jihadistes qui l'ont kidnappé. Ils l'ont accusé de complicité dans un complot visant à tuer des dirigeants locaux de l'Etat islamique, avant de le condamner finalement à mort.⁵⁶ Si ces rapports non confirmés sur son exécution sont exacts, ils indiquent que l'Etat islamique et ses affiliés restent profondément méfiants à l'égard des initiatives de dialogue soutenues par l'Etat, les interprétant comme faisant partie d'une campagne militaire destinée à éliminer les chefs jihadistes.⁵⁷ Pour certains membres du gouvernement et des forces de sécurité, les récits de l'exécution de Kiro sont une raison supplémentaire de s'opposer au dialogue.⁵⁸

Dans le Nord de Tillabéri, les tensions inter- et intracommunautaires, exacerbées par le conflit qui touche l'ensemble de la région, ont également suscité des règlements

⁵² Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019.

de comptes violents entre de nombreux acteurs et fourni à l'Etat islamique les moyens d'exacerber les divisions. La commune d'Inatès, gérée par une unité administrative composée de 57 tribus nomades, principalement touareg mais comprenant sept tribus peul, et comptant entre 5 000 et 10 000 personnes, est apparue comme un terrain des plus fertiles pour ce genre de dynamique. Inatès a connu ces dernières années des violences opposant des Touareg entre eux ainsi qu'entre des Touareg et des Peul. En 2019, alors que l'Etat et les forces de sécurité étaient sur la défensive, les communautés comme celles d'Inatès étaient placées devant l'alternative suivante : accepter des déplacements massifs ou se tourner vers les combattants de l'Etat islamique pour obtenir leur protection.

Dans ce contexte, les chefs communautaires qui ont choisi de rester fidèles à l'Etat ont souvent été tués. Le 25 avril 2019, des insurgés ont assassiné Arrisal Amdagh, le chef du groupement touareg d'Inatès et un partenaire important pour l'Etat.⁵⁹ Il était actif au sein de la HACP, participant à ses efforts de médiation et de recrutement au niveau régional. A tort ou à raison, certains Peul l'ont considéré comme complice ou lui ont reproché de ne pas avoir empêché un précédent massacre à Aghay, à seulement 2 km de la frontière malienne, en mai 2018, où des insurgés touareg, dont des membres présumés du Gatia, ont tué dix-sept civils peul – dont onze dans une mosquée.⁶⁰ Le massacre d'Aghay, qui a lui-même suivi l'assassinat de dix-sept Touareg par des insurgés peul au Mali au cours des semaines précédentes, a conduit davantage de Peul à se tourner vers l'Etat islamique et a renforcé les soupçons selon lesquels le meurtre d'Arrisal avait été planifié par des Peul lésés collaborant avec le groupe jihadiste.⁶¹

Le successeur d'Arrisal a rapidement connu un sort similaire. Almoubacher ag Alamjadi, un vétéran de la garde nationale basé à Niamey, dont la rumeur voulait qu'il travaille pour les services de renseignement nigériens, et neveu d'Arrisal, a été assassiné en juillet, trois mois après sa nomination. L'Etat islamique a revendiqué les deux assassinats d'Arrisal et d'Almoubacher, les jugeant même suffisamment importants pour les mentionner dans *al-Naba*, son bulletin d'information hebdomadaire destiné à l'ensemble de ses membres. La publication qualifie Almoubacher de « client du régime nigérien apostat et des forces chrétiennes dans la région » et l'accuse d'avoir ignoré les avertissements l'enjoignant de cesser de recruter des membres de son clan pour les envoyer dans les camps d'entraînement de l'armée à Niamey.⁶² A la fin du mois de juillet, on estimait que la moitié des 30 000 habitants de la com-

⁵⁹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019. Voir également « Niger : 17 morts lors d'une attaque à Aghay, près de la frontière malienne », op. cit.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019. D'autres sources connaissant bien la région affirment cependant qu'Arrisal a été tué par vengeance parce qu'il aurait livré un jihadiste touareg qui avait également des liens avec l'Etat islamique et avec Iyad ag Ghali, le chef touareg malien du GSIM, la coalition soutenue par al-Qaeda. Cette arrestation a apparemment fait suite à la dénonciation présumée par Arrisal de ce lieutenant touareg jihadiste, ce qui a provoqué une scission entre les Touareg qui soutenaient les jihadistes et ceux qui soutenaient l'Etat. Le meurtre d'Arrisal et de ses proches six mois plus tard a renforcé ceux qui soutenaient les jihadistes. Quatre autres membres de la chefferie d'Inatès ont été tués alors qu'ils se rendaient aux funérailles d'Arrisal, lorsque leur véhicule a heurté une mine. Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

⁶² *Al-Naba*, 25 juillet 2019, p. 6.

mune avait fui.⁶³ Depuis lors, le chef par intérim d'Inatès n'a pas osé quitter la ville de Tillabéri (chef-lieu de district) pour se rendre dans la commune qu'il préside, rompant ainsi les liens politiques avec l'Etat.

De nombreux autres soutiens de l'Etat se sont installés à Niamey ou à Tillabéri, refusant de circuler dans leurs communes respectives, alors que l'on assistait à une nouvelle série d'assassinats et d'enlèvements. Par exemple, le 19 mai, des hommes armés à moto ont kidnappé le chef du groupement peul d'Abala, un groupement plus important qu'Inatès, suspecté de fournir des renseignements à l'Etat.⁶⁴ Il est présumé mort.⁶⁵ Dans les semaines qui ont suivi, le fils du chef de village d'Ezza, un Haoussa ayant des liens étroits avec les forces de sécurité nigériennes, a échappé de peu à l'enlèvement. Lui et son père ont fui.⁶⁶ En juin, un chef de village de Bankilaré a été enlevé et déclaré mort.⁶⁷ En septembre, des hommes lourdement armés ont enlevé le frère du chef du village de Banibangou.⁶⁸ Lors d'attaques coordonnées le 22 novembre, des insurgés ont tué deux chefs de village à Ouallam.⁶⁹

Parallèlement au rôle qu'il aurait joué dans les assassinats, l'Etat islamique a également intensifié ses attaques sur des cibles militaires au Niger à partir du début 2019.⁷⁰ Au cours de l'année, il a accentué ses attaques. L'escalade était, d'une certaine manière, prévisible. Les milices maliennes disposant de solides réseaux de renseignement et d'une connaissance approfondie du terrain n'y menaient plus de raids, tandis que l'opération Barkhane avait déplacé son attention vers la région de Gourma au Mali. La pression militaire exercée à la frontière entre le Mali et le Niger sur les jihadistes ayant diminué, ces derniers ont disposé du temps et de l'espace nécessaires pour se regrouper.

En mai, des insurgés ont monté une embuscade qui a tué 28 soldats nigériens près de Tongo (district de Ouallam). En juin, l'Etat islamique a endommagé un véhicule américain avec une bombe artisanale et a abattu un hélicoptère français.⁷¹ L'armée nigérienne, soutenue par les forces spéciales françaises et le renseignement aérien américain, a riposté par des attaques des deux côtés de la frontière. Les autorités ont affirmé avoir tué dix-huit jihadistes.⁷² En retour, des hommes armés de

⁶³ « Note sur la situation actuelle dans la commune d'Inatès Tillabéri-Niger », Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, août 2019.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

⁶⁵ « Insécurité : enlèvement par des individus armés du chef du groupement peul de Didiga (Tillabéri) », *ActuNiger*, 19 mai 2019.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, chefs de Tillabéri, octobre 2019.

⁶⁷ « Niger/Bankilaré : un chef traditionnel local kidnappé », *Aïr Info*, 14 juin 2019.

⁶⁸ Entretien de Crisis Group, chefs de Tillabéri, octobre 2019.

⁶⁹ « Niger : 2 chefs coutumiers tués et 2 civils enlevés près de la frontière malienne », Anadolu Agency, 22 novembre 2019.

⁷⁰ Au cours des six premiers mois de 2018, en revanche, les insurgés de l'Etat islamique n'ont mené qu'une seule attaque contre les forces de sécurité nigériennes à Tillabéri, tuant trois gendarmes à un poste de contrôle. Le 1er août, une attaque a tué un soldat au sud d'Inatès. Quatre soldats ont été blessés lors de l'explosion d'un engin explosif improvisé le 31 janvier dans la région de Titahoune. Au cours de cette période, l'Etat islamique a subi des assauts soutenus de la part des milices maliennes.

⁷¹ Un spécialiste de l'ISWAP dans le nord du Nigeria aurait mené cette opération. Entretien téléphonique de Crisis Group, Dakar, octobre 2019.

⁷² L'assassinat de dix-huit soldats à Inatès par un groupe affilié à l'Etat islamique quelques semaines plus tard pourrait avoir été commis en représailles de cet assassinat.

l'Etat islamique ont pris d'assaut un poste militaire près d'Inatès le 1^{er} juillet. Ils ont forcé l'entrée à l'aide de deux véhicules chargés d'explosifs pour mener l'une des attaques les plus sophistiquées contre les forces de sécurité de l'Etat, un attentat-suicide qui a tué dix-huit soldats.⁷³ Cinq gendarmes du Groupe d'action rapide de surveillance et d'intervention (Garsi) nigérien ont également été tués dans une embuscade près d'Abarey, en octobre 2019. En novembre 2019, au Mali, une attaque de l'Etat islamique contre un poste militaire à Indelimane, près de la frontière nigérienne, a tué au moins 53 soldats maliens. Cet incident a conduit l'armée malienne à retirer ses troupes de la frontière, ce qui a rendu les positions de l'armée nigérienne encore plus vulnérables aux attaques de l'Etat islamique en provenance du Mali.

Ces attaques ont sérieusement remis en question la capacité des forces armées du Niger à s'attaquer à la menace que représente l'Etat islamique. En décembre 2019, après des mois d'escalade de la violence, une attaque de grande envergure contre le poste militaire d'Inatès a tué plus de 70 soldats.⁷⁴ Les jihadistes ont réussi à couper les communications du poste avant de le prendre d'assaut.⁷⁵ Des semaines plus tard, un nouvel assaut, plus violent encore, sur un poste militaire à Chinegodrar a tué au moins 89 soldats. Suite à cette attaque, des soldats nigériens effrayés ont fui leur camp d'Ekrafane, le poste militaire suivant à l'est, le long de la frontière malienne, et se sont réinstallés plus au sud dans la localité plus peuplée d'Abala.⁷⁶ Le gouvernement nigérien, quant à lui, a remplacé son chef d'état-major militaire et le chef des armées.⁷⁷

Depuis le sommet de Pau en janvier, les forces nigériennes et françaises ont repris leurs offensives. Pourtant, elles sont sceptiques quant à leurs chances de succès. Un haut conseiller politique du gouvernement a fait la remarque suivante : « Nous sommes actuellement en pleine offensive, mais vous ne pouvez pas gagner une offensive contre un ennemi que vous ne voyez pas et qui n'est pas sur votre territoire ». ⁷⁸

Dans le même temps, le nombre de victimes civiles aurait déjà augmenté. Un document signé le 3 avril 2020, portant le sceau de la mairie d'Inatès et vu par Crisis Group, énumère les noms de 102 civils masculins du district d'Ayorou, pour la plupart des Touareg et des Daosahak, qui sont portés disparus et qui auraient été tués par l'armée nigérienne selon des sources locales. Selon ce document, 48 personnes ont été arrêtées autour du marché d'Ayorou le 29 mars, et 54 autres ont été enlevées dans leurs camps ou alors qu'elles se trouvaient à proximité de puits. Le document cite des témoignages faisant état de nouvelles fosses communes découvertes à Taga-

⁷³ « L'EI revendique l'attaque au Niger qui a tué 18 soldats », AFP, 4 juillet 2019. En septembre 2019, le président Issoufou a accusé les groupes rebelles maliens basés à Kidal d'avoir été mêlés à cette attaque. L'accusation pourrait être liée à la collusion présumée entre le lieutenant jihadiste touareg et Iyad ag Ghali.

⁷⁴ Voir Hannah Armstrong, « Derrière l'attaque jihadiste d'Inates au Niger », commentaire de Crisis Group, 13 décembre 2019.

⁷⁵ Voir « Niger – Attaque d'Inatès : Au moins 70 militaires tués et des dizaines portés disparus », *L'Événement Niger*, 11 décembre 2019.

⁷⁶ « Après l'attaque de Chinegodrar, le Niger change de hiérarchie militaire », RFI, 14 janvier 2020.

⁷⁷ Ces limogeages pourraient également être liés à un énorme scandale de mauvaise gestion au sein du ministère de la défense ou à des calculs en pleine année électorale. Entretiens de Crisis Group, Niamey, février 2020.

⁷⁸ Entretien de Crisis Group, Niamey, juin 2019.

batt et Ingoul dans les communes d'Inatès et d'Ayorou.⁷⁹ Peu après la diffusion de ces allégations, le ministre de la Défense a publié une déclaration dans laquelle il a félicité les contingents participant aux opérations militaires dans le Nord de Tillabéri pour leur professionnalisme et leur respect des droits humains. Il a annoncé qu'une enquête publique permettrait bientôt d'innocenter les forces de sécurité du Niger de tout acte répréhensible.⁸⁰

Les rapports d'incidents de ce type, à un moment où la pandémie de Covid-19 pourrait empêcher les observateurs de Niamey et de la société civile d'atteindre les zones où se déroulent les opérations, risquent de marginaliser un peu plus la population civile frontalière et de renforcer leur profond ressentiment. L'Etat islamique serait en position de force pour exploiter ce malaise.

⁷⁹ « Liste nominative des personnes arrêtés par l'armée nigérienne, recherchées par les communautés », bureau du maire d'Inatès, 3 avril 2020. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, Dakar, avril 2020. Voir également « Sahel : les forces de défense et de sécurité, nouvelle menace pour les populations ? », *Le Point Afrique*, 7 mai 2020.

⁸⁰ « Communiqué du Ministre de la Défense Nationale », ministère nigérien de la Défense, 22 avril 2020.

III. Marginaliser l'Etat islamique à Tillabéri

Les attentats de décembre 2019 et janvier 2020 qui, au total, ont tué 160 soldats, soulignent la gravité du problème de sécurité du Niger à sa frontière avec le Mali. Autrefois perçu par les autorités comme un problème de banditisme à petite échelle touchant principalement une minorité de groupes nomades, le Nord de Tillabéri est aujourd'hui le théâtre d'une crise sécuritaire multidimensionnelle que l'Etat islamique exploite avec de plus en plus d'habileté.⁸¹

La réponse à cette crise a déjà été compliquée par la pandémie de Covid-19, qui menace d'affaiblir et d'immobiliser encore davantage le gouvernement et l'armée du Niger.⁸² Cette pandémie constitue un défi supplémentaire pour les forces de sécurité françaises et nigériennes, qui vivent et travaillent dans un espace restreint et des conditions déjà difficiles. Elle risque, par là même, de renforcer les avantages opérationnels de l'Etat islamique. Celui-ci serait, en effet, susceptible de profiter d'un affaiblissement des positions militaires nigériennes et françaises pour lancer de nouvelles attaques contre les postes frontières, poussant l'Etat à se replier encore un peu plus.

La façon dont Niamey répond politiquement aux défis auxquels l'Etat est confronté dans le Nord de Tillabéri sera au moins aussi importante que les mesures de sécurité prises pour combattre les insurgés. Comme l'a noté Crisis Group dans un rapport de 2018, le Niger et ses partenaires « devraient adopter une approche qui inclut des opérations militaires – qui restent clairement une composante essentielle de la réponse – mais qui doit être placée au service d'un projet politique qui inclut des efforts pour apaiser les conflits intercommunautaires et impliquer les insurgés, défini par les sociétés sahéliennes elles-mêmes et plus adapté à leurs besoins ».⁸³ Pour élaborer une approche dans ce sens, Niamey devra utiliser judicieusement les trois principaux outils politiques à sa disposition, à savoir le dialogue politique, les dispositifs de sécurité et le développement économique.

A. Dialogue

1. Dialogue politique avec les communautés

Les opérations militaires ne permettront pas à elles seules d'atteindre les objectifs du Niger dans le Nord de Tillabéri, surtout si elles attisent encore une fois le foyer de tensions intercommunautaires. Le dialogue entre Niamey et les communautés du nord de la région de Tillabéri sera donc indispensable pour rétablir la présence de l'Etat dans les campagnes. Sur un plan concret, cependant, les autorités devront résoudre un certain nombre d'obstacles qui ont entravé les précédents efforts de dialogue.

L'un de ces facteurs est le manque de coordination entre les différentes institutions de l'Etat chargées de regagner la loyauté des communautés mécontentes. D'une part, les efforts visant à stabiliser le Nord de Tillabéri ont bénéficié de l'expérience et des ressources de la HACP, une institution unique au Sahel central, qui n'a pas mé-

⁸¹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, février 2020.

⁸² Le 2 avril, quatre soldats français sous l'égide de l'opération Barkhane ont été testés positifs au coronavirus. Voir « Ce que l'on sait des 4 militaires français de l'opération Barkhane touchés par le Covid-19 », *L'Express*, 2 avril 2020.

⁸³ Voir le rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali*, op. cit.

nagé ses efforts pour réparer les préjudices subis par les communautés qui se sentent exclues du processus décisionnel de l'Etat. Comme nous l'avons déjà mentionné, la HACP a joué un rôle important en s'efforçant de faciliter la reddition des insurgés, en encourageant les forces de sécurité et les communautés à travailler plus étroitement ensemble, en donnant aux habitants des zones frontalières une chance d'être recrutés dans les forces de sécurité et en proposant des projets de développement à impact immédiat. Reconnaisant l'importance d'une stratégie politique pour faire face à l'insurrection, le général Mahamadou Abou Tarka, président de la HACP, a déclaré :

Ce ne sont pas simplement des terroristes, c'est une insurrection. Ils ont un projet politique, l'Islam politique. L'Etat a-t-il une offre politique à proposer aux communautés en retour ? Le dialogue politique avec les communautés signifie qu'il faut se rendre compte qu'un jeune Peul qui attaque le Niger se dit : « Qu'est-ce que le Niger a fait pour nous ? » Le dialogue politique avec les communautés, c'est prendre conscience de cette exclusion et réfléchir aux moyens d'y mettre un terme.⁸⁴

D'un autre côté, la HACP a été confrontée à un problème de légitimité dans le Nord de Tillabéri, où (comme nous l'avons déjà mentionné) elle est perçue comme manquant de neutralité, notamment parce que pour de nombreux Peul de cette région, la HACP est compromise par sa direction touareg et sa prétendue proximité avec les milices maliennes.⁸⁵

En outre, des efforts non coordonnés impliquant la HACP et d'autres acteurs institutionnels ont engendré un chevauchement des initiatives de dialogue ou leur perte de clarté, ce qui a rendu difficile l'élaboration de stratégies claires de participation des communautés. En 2018, par exemple, le ministre de l'Intérieur du Niger, Mohamed Bazoum, a nommé une quinzaine de chefs peul et les a réunis dans un comité en les encourageant à travailler ensemble pour structurer leurs revendications.⁸⁶ Mais peu après la création du comité, une ONG partenaire travaillant avec la HACP a suggéré, avec l'accord du ministère de l'Intérieur, de le diversifier en y incluant des représentants d'autres communautés.⁸⁷ Le comité a ainsi doublé de taille, son caractère changeant fondamentalement, passant d'un comité peul à un organe multiethnique. Il était donc devenu un meilleur outil pour gérer les tensions intercommunautaires, mais un outil moins performant pour traiter les griefs spécifiques des Peul. De multiples initiatives de médiation ont suivi, mais elles manquaient de coordination ; ceux qui menaient ces initiatives semblaient souvent se faire concurrence et marcher sur les plates-bandes les uns des autres.⁸⁸

⁸⁴ Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2020.

⁸⁵ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019. Pour leur part, les responsables de la HACP disent s'être opposés à la décision de faire entrer les milices touareg et daosahak dans le Nord de Tillabéri, mais avoir dû accepter cette présence après que la France et les autorités de Niamey ont décidé de la soutenir. Entretiens de Crisis Group, responsables de la HACP, Niamey, octobre 2019, février 2020.

⁸⁶ Entretien de Crisis Group, membre du comité, Niamey, octobre 2019.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019. Différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, parfois rivaux, sont intervenus pour faciliter différentes formes de dialogues in-

Pour éviter de saper ainsi ses propres efforts, le président Issoufou devrait exiger davantage de cohérence et de coordination de la part des cercles décisionnels de l'Etat, en veillant notamment à ce que le ministère de l'Intérieur et la HACP s'accordent pleinement sur les meilleures stratégies d'approche des communautés frontalières. Ils devraient se concentrer en particulier sur les communautés peul, qui sont tout particulièrement victimes d'exclusion et de harcèlement. Pour ce faire, le gouvernement devrait envisager de reconstituer le comité d'origine composé de représentants peul qui se concentrent sur les préoccupations des communautés peul. Les membres du comité devraient être choisis avec soin pour représenter un éventail aussi large que possible de perspectives des différents sous-groupes peul et jouir d'une crédibilité dans le Nord de Tillabéri. Le Niger devrait également conserver en parallèle un comité multiethnique tel que celui qui existe actuellement afin de faciliter le dialogue intercommunautaire dans le Nord de Tillabéri.

Parallèlement aux efforts de l'Etat pour négocier avec des communautés spécifiques, comme les Peul, le gouvernement devrait également envisager d'en faire plus pour négocier des accords inter- et intracommunautaires directs. Il pourrait tirer les leçons d'un accord de paix à Abala en 2019, où les rivaux daosahak et peul ont réussi à se réconcilier alors qu'un litige perturbait des routes commerciales vitales pour les deux communautés.⁸⁹ Peu importe qui était à l'origine de ces pourparlers (certains ressortissants locaux disent que c'était l'Etat islamique, se trouvant en position de force après une victoire militaire significative contre les combattants maliens dans la région malienne de Ménaka), la réconciliation des communautés d'Abala a permis une diminution de la violence.⁹⁰ Des mois plus tard, les habitants affirment qu'il n'y a pas eu d'incidents intercommunautaires depuis la réconciliation, malgré certaines attaques contre des représentants de l'Etat.⁹¹ Certaines communautés daosahak semblent également avoir résolu des tensions intracommunautaires durant cette période.⁹²

La HACP et les ONG partenaires devraient essayer de mettre en pratique les leçons d'Abala avec d'autres communautés. Par exemple, elles devraient s'efforcer de faire la paix entre les villages agricoles djerma de Tingara 1, allié de l'Etat islamique, et Tingara 2, dont 143 ménages (réputés proches de l'Etat) ont fui à Tillabéri en

tra- et intercommunautaires, dont certaines ont eu un impact positif. Mais ils ont aussi involontairement accru les tensions au sein du comité, dont les membres se disputaient souvent les postes de pouvoir. Le résultat global s'est soldé par une fragmentation des efforts, une concurrence pour les ressources et l'influence, et moins de volonté centrale pour assurer des efforts soutenus de médiation dans cette région troublée. Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2020.

⁸⁹ Le Programme pour la cohésion communautaire au Niger et la HACP ont été les témoins de cet accord, bien que les négociations aient été menées par les communautés elles-mêmes.

⁹⁰ Entretien de Crisis Group, médiateur régional, Niamey, février 2020. Entre-temps, au Mali, des négociations directes entre les insurgés du MSA et les lieutenants Peul de l'Etat islamique ont permis de rouvrir les voies d'approvisionnement du Niger via Banibangou et Abala. Entretien de Crisis Group, médiateur régional, Niamey, octobre 2019.

⁹¹ Entretiens de Crisis Group, chercheur d'Abala, octobre 2019. Voir « Un accord de paix réunit deux communautés dans le sud-ouest du Niger », Organisation internationale pour les migrations, 18 septembre 2019. De graves incidents ont néanmoins eu lieu dans la région, notamment des attaques contre des représentants de l'Etat, des enseignants et des agents chargés de l'inscription des électeurs.

⁹² Ibid.

décembre 2018.⁹³ Le même mois, des insurgés de Tingara 1 ont tué deux résidents de Tingara 2 dans le cadre d'un litige relatif à la propriété et à l'utilisation de champs agricoles.⁹⁴ Un forum organisé entre les deux villages en décembre 2019 semblait ouvrir une voie de réconciliation, mais en quelques semaines, les attaques d'Inatès et de Chinegodrar ont ravivé les craintes qui ont entravé la poursuite des pourparlers.⁹⁵

Malgré ce revers, des progrès sont encore possibles. Pour que les pourparlers puissent avancer, il sera toutefois important qu'ils abordent les revendications en matière de propriété foncière qui sont au cœur du conflit entre les deux villages. L'Etat, à travers le Programme pour la cohésion communautaire au Niger, un projet financé par les Etats-Unis et mis en œuvre par les Nations unies visant à réconcilier les communautés, la HACP, les ONG et les médiateurs, devraient s'efforcer de relancer les pourparlers en tenant compte de cet objectif ainsi que des objectifs plus larges d'apaisement des tensions intercommunautaires et de rétablissement d'une présence de l'Etat dans les villages de Tingara 1 et 2 ainsi que dans leur périphérie.

2. Dialogue avec les insurgés

Les politiques visant le dialogue avec les commandants de l'Etat islamique, qui ont récemment infligé de graves pertes aux services de sécurité, font l'objet de controverses au Niger, différentes composantes des forces de sécurité privilégiant des approches différentes. Le ministère nigérien de l'Intérieur a déjà pris l'initiative de nouer le dialogue avec les commandants de l'Etat islamique. Les chefs militaires du pays se sont toutefois largement opposés à cette approche. Lors de la réunion du Conseil national de sécurité du Niger en février 2017, ils ont opposé leur veto aux tentatives du ministre de l'Intérieur Bazoum d'engager des discussions avec les insurgés de l'Etat islamique.⁹⁶ La diversité des stratégies et des intentions a souvent généré des messages contradictoires envoyés aux insurgés et à leurs commandants, ce qui risque d'entamer leur confiance dans les autorités de l'Etat lors de futures tentatives de dialogue. Les insurgés peuvent également craindre que les pourparlers engagés par une partie du gouvernement ne soient utilisés comme un moyen pour une autre partie ou un de ses partenaires d'identifier les insurgés en tant que cibles, par exemple l'armée ou un allié étranger impliqué dans des opérations antiterroristes comme la France ou les Etats-Unis.⁹⁷

Cela dit, étant donné que les principaux commandants locaux de l'Etat islamique sont issus des communautés frontalières et ont donc probablement rejoint le groupe jihadiste par intérêt politique et économique, le gouvernement devrait élaborer des politiques visant à répondre à leurs préoccupations pour les éloigner du groupe.

Pour que le dialogue avec les commandants nigériens de l'Etat islamique soit couronné de succès, les autorités devront très probablement poser sur la table une

⁹³ Crisis Group, maire régional, Niamey, février 2020.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Ibid.

⁹⁶ Entretien de Crisis Group, fonctionnaire nigérien, Niamey, février 2020.

⁹⁷ Par exemple, en 2017, les jihadistes ont libéré un membre de la garde nationale nigérienne après des négociations avec les émissaires de Niamey, mais de son côté, le gouvernement nigérien n'a jamais tenu sa promesse de libérer un certain nombre de prisonniers. Entretiens de Crisis Group, Niamey, 2017.

série de propositions pour les persuader de faire défection, à l'instar de ce qui avait été proposé aux rebelles touareg du Niger dans les années 1990. Il pourrait s'agir d'engagements à intégrer des combattants dans les forces de sécurité, à permettre aux chefs rebelles d'occuper des postes influents dans les institutions publiques, à investir dans le développement régional et à décentraliser la gouvernance afin de promouvoir une plus grande autonomie régionale.

Il faudra également des médiateurs en qui le gouvernement et les jihadistes ont confiance. L'assassinat (non confirmé) du médiateur Oumarou « Kiro » Roua, évoqué plus haut, laisse entrevoir un risque très élevé pour les médiateurs de l'Etat prêts à approcher les groupes jihadistes pour ouvrir le dialogue. Il sera essentiel pour Niamey de dissiper les soupçons des insurgés qui redoutent que l'Etat et ses partenaires étrangers n'utilisent les médiateurs pour les tromper, ce qui ne ferait que compliquer les initiatives politiques et mettre en danger la vie de personnalités clés dont l'Etat aura grand besoin.

Quant à la manière de traiter avec Sahraoui, un idéologue jihadiste et un étranger, il semble peu probable qu'il se soumette aux autorités nigériennes ou qu'il passe un accord avec elles compte tenu du niveau de pouvoir qu'il exerce actuellement.⁹⁸ A l'heure actuelle, la plupart des responsables semblent penser que le tuer est la seule option, et que cela affaiblirait le groupe et faciliterait la reddition de ses lieutenants nigériens.⁹⁹ Néanmoins, les suites imprévisibles de sa mort pourraient présenter des risques plus importants encore. Celui qui prendra sa place, par exemple, pourrait transformer le groupe en une organisation plus radicale, ou le groupe pourrait se scinder en un certain nombre de factions avec lesquelles il serait peut-être impossible de traiter collectivement.

Le gouvernement devrait également réfléchir à la manière dont il pourrait aboutir à des négociations avec Sahraoui à moyen ou long terme, même si celui-ci ne semble pas intéressé pour l'instant. Après tout, il a montré sa volonté d'engager des pourparlers avec le Niger en 2016-2017 et contrôle une structure de commandement unifiée qui servirait bien les efforts de stabilisation de la région si un accord pouvait être conclu.¹⁰⁰ S'il refuse de s'asseoir à la table des négociations à court terme, Niamey pourra alors décider de concentrer ses efforts sur l'érosion de son soutien auprès des habitants de la zone frontalière. Son objectif devrait être de persuader les chefs de communauté et les commandants de l'Etat islamique nigérien de revenir à l'Etat, selon les modalités indiquées ci-dessus – comme l'intégration des combattants dans les forces de sécurité et l'accession des chefs rebelles à des postes régionaux influents dans les institutions publiques. Si Sahraoui était affaibli au Niger, il pourrait se montrer plus réceptif aux négociations. Les chances de succès sont minces, mais, pour Niamey, l'approche est probablement moins risquée que d'investir uniquement la sphère militaire, alors que le recours à la force s'est avéré infructueux jusqu'à présent.

Certes, même s'il s'avérait possible d'ouvrir des pourparlers, toute tentative de dialogue avec Sahraoui ou d'autres commandants de l'Etat islamique pourrait se

⁹⁸ « Abou Walid est piégé », dit un conseiller du gouvernement. « La paix ne l'intéresse pas. Tout ce qu'il peut faire, c'est devenir aussi puissant que possible et ensuite mourir ». Entretien de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

⁹⁹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019.

¹⁰⁰ Ibid.

heurter à la résistance des partenaires étrangers du Niger, dont certains sont encore attachés à une approche essentiellement militaire pour contrer les jihadistes. En effet, certains médiateurs et responsables nigériens affirment que Paris et Washington ont fait échouer les efforts de Niamey pour engager un dialogue avec les insurgés, préférant poursuivre leurs propres objectifs.¹⁰¹ Pour ces partenaires, il s'agit principalement de vaincre ou de maîtriser militairement les groupes jihadistes et, plus généralement pour la France, de juguler l'influence croissante d'interprétations de l'Islam politique perçues comme hostiles à une présence occidentale au Sahel.¹⁰²

Par exemple, en 2016, à une époque où Bazoum avait établi un canal direct de communication avec Sahraoui, la France s'était opposée à la libération d'un certain nombre de prisonniers peul qui avaient été initialement arrêtés dans le cadre de l'opération Barkhane et dont Sahraoui avait demandé la libération en échange de promesses de cesser les attaques contre l'Etat nigérien.¹⁰³ La France a également mené de nouvelles frappes aériennes dans la zone frontalière Mali-Niger en février 2017, créant une pression militaire, délibérée ou non, au moment où le Niger et l'Etat islamique étaient en pleines négociations.¹⁰⁴

De même, en octobre 2019, le programme Rewards for Justice du département d'Etat américain a offert cinq millions de dollars pour obtenir des informations sur la position de Sahraoui, ce qui a conduit d'éventuels intermédiaires à renoncer à contacter physiquement le chef de l'Etat islamique et ses lieutenants car ils craignaient que le contact avec une cible d'une telle valeur ne les rende plus vulnérables aux frappes aériennes ou à la surveillance.¹⁰⁵ Les médiateurs et les responsables politiques nigériens ont également interprété cette offre de récompense comme un signal de ne pas négocier avec lui. Certains responsables nigériens ont demandé l'annulation de cette récompense, car elle continue de compliquer les tentatives de dialogue avec les insurgés.¹⁰⁶

Néanmoins, si le Niger peut démontrer qu'il dispose d'un plan cohérent pour répondre aux doléances des communautés locales et établir un dialogue avec les commandants de l'Etat islamique accompagné d'un cessez-le-feu sur le terrain, il devrait demander à ses partenaires étrangers d'éviter de susciter des obstacles supplémentaires. La France devrait ainsi suspendre ses frappes aériennes pendant les périodes où le gouvernement nigérien se trouve en pleines négociations. Elle ne devrait pas interférer dans les négociations sur la libération des prisonniers et devrait plutôt

¹⁰¹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019. Certains responsables nigériens ne sont pas d'accord, soutenant que les partenaires étrangers n'imposent aucune exigence interférant avec leurs efforts de dialogue.

¹⁰² Entretien de Crisis Group, fonctionnaires français, Paris, avril 2019.

¹⁰³ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin 2019. Voir, par exemple, Maclean, « Niger Islamic State hostage », op. cit. Certains responsables nigériens notent que la France était plus ouverte à la libération d'autres insurgés lorsqu'elle servait ses propres intérêts. Au milieu des négociations pour la libération des otages français en 2014, la France s'est montrée disposée à libérer de la prison nigérienne Iliassou « Petit Chafori » Djibo, un ancien membre du Mujao qui a ensuite rejoint le GSIM et est devenu un haut dignitaire de l'Etat islamique. Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

¹⁰⁴ Voir le rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali*, op. cit.

¹⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, Niamey, octobre 2019. « US offering \$5 million bounty for attackers responsible for deadly Niger ambush that killed 4 soldiers », *Military Times*, 4 octobre 2019.

¹⁰⁶ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaire nigérien, Niamey, octobre 2019.

chercher des moyens de les soutenir si ces négociations pouvaient être utilisées pour persuader les commandants de l'Etat islamique de déposer les armes, ou au moins de cesser d'attaquer les forces de sécurité nigériennes.¹⁰⁷ Pour leur part, les Etats-Unis pourraient discrètement retirer la récompense de cinq millions de dollars pour des informations sur la localisation de Sahraoui, afin d'encourager les médiateurs à reprendre contact avec lui.

Les Etats-Unis et la France, qui mènent chacun des campagnes antiterroristes dans la région, ont beaucoup investi dans ces combats. Ils ont tous deux perdu des soldats contre l'Etat islamique. Néanmoins, en fin de compte, ce combat est celui du Niger, et dans plusieurs décennies, c'est lui qui supportera les conséquences de ce qui se passe aujourd'hui.

B. *Dispositions en matière de sécurité*

1. Recrutement représentatif

Même si la pression militaire doit continuer à être un élément important pour contrer l'Etat islamique, Niamey devrait également se concentrer sur la manière dont elle pourrait employer ses forces de sécurité d'une façon différente, notamment pour rassembler des communautés frontalières que la violence divise. Dans ses tentatives d'affiner sa stratégie pour la région du Nord Tillabéri, le Niger devrait en particulier faire un effort plus important pour recruter des jeunes des communautés frontalières sous-représentées dans les services de sécurité.

Les avantages d'un recrutement dans le Nord de Tillabéri, notamment l'effet qu'il aurait sur le renforcement de la confiance que les communautés locales ont envers l'Etat, doivent être soigneusement pesés par rapport au risque que des unités composées de troupes recrutées dans une communauté locale puissent être perçues comme une menace par ses rivaux. Il existe un réel danger que l'Etat soit perçu comme partisan de certaines communautés plutôt que d'autres ou donnant l'impression qu'il compte à nouveau sur les milices ou les groupes d'autodéfense pour poursuivre ses objectifs de sécurité.¹⁰⁸ En outre, les communautés ou les chefs de communautés qui envoient des jeunes hommes rejoindre les forces de sécurité pourraient être pris pour cible par les jihadistes pour avoir collaboré avec l'Etat.

Si l'Etat ne peut pas faire grand-chose à court terme pour atténuer le risque de représailles jihadistes contre la participation des communautés locales au recrutement, les avantages de la constitution d'une force de sécurité plus représentative pourraient malgré tout l'emporter à plus long terme. Cela dit, les autorités devraient veiller à ne pas créer d'unités destinées à être déployées dans la région de Tillabéri et composées principalement d'un seul groupe ethnique, de peur que les autres communautés ne perçoivent ces unités comme étant en réalité des milices ethniques. La composition de toute nouvelle unité devrait inclure un mélange de membres des communautés frontalières mais aussi de soldats venant de l'extérieur de la région. Si les unités mises en place restent dominées par une communauté locale en parti-

¹⁰⁷ Entretien de Crisis Group, fonctionnaire nigérien, Niamey, octobre 2019 ; fonctionnaire français, Paris, décembre 2019. Voir le rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali*, op. cit.

¹⁰⁸ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°251, *Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines*, 7 septembre 2017.

culier, elles ne devraient pas être déployées dans des zones où le groupe ethnique le plus largement représenté est en conflit avec une autre communauté.

Par ailleurs, le recrutement des populations locales pourrait également se heurter à la résistance de l'armée nationale. Au Niger, la classe des officiers supérieurs, principalement des Djerma, ne voit pas d'un très bon œil l'arrivée dans les rangs de l'armée d'un plus grand nombre de représentants des communautés frontalières. Ils considèrent que l'ascension des nomades dans les rangs politiques et sécuritaires de l'Etat a, de facto, érodé leur propre contrôle de l'appareil de sécurité au Niger.¹⁰⁹ Ils craignent que l'armement, la formation et l'équipement des combattants des communautés frontalières n'augmentent la probabilité de rébellions ou de coups d'Etat à l'avenir.¹¹⁰ En outre, après des années de combat contre les jihadistes à la frontière, certains militaires considèrent qu'intégrer davantage de Peul dans l'armée revient à mettre des armes entre les mains de collaborateurs de l'Etat islamique.

Il sera important de faire évoluer ces attitudes. Aliéner les Peul en les faisant se sentir indésirables dans les services de sécurité – que beaucoup considèrent déjà comme une organisation où l'on progresse par népotisme et où les membres de certaines communautés réussissent mieux que d'autres – ne peut que susciter du ressentiment et aggraver le type de tensions susceptibles de provoquer à terme des actes de rébellion.¹¹¹

Dans ce contexte, le Niger devrait s'attacher à éliminer la discrimination qui frappe les Peul nomades et d'autres groupes au sein des services de sécurité, notamment dans leurs processus de recrutement.¹¹² Il y a encore beaucoup de travail à faire. Les officiers peul qui sont déjà dans l'armée affirment qu'ils font face à une discrimination systémique qui empêche leur promotion en raison de leur appartenance ethnique.¹¹³ En 2019, lorsque la HACP a lancé une campagne de recrutement pour offrir aux jeunes hommes de la région des possibilités de rejoindre les forces armées, elle a eu du mal à trouver des Peul pour occuper les 200 postes disponibles.¹¹⁴ Certains chefs peul ont néanmoins salué le fait que leurs communautés étaient, pour la première fois, invitées à proposer de jeunes recrues.¹¹⁵

¹⁰⁹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Entretiens de Crisis Group, Niamey, juin et octobre 2019. Des fonctionnaires en faveur de réformes craignent que les anciens rebelles des communautés nomades qui ont été intégrés aux forces de sécurité en 1995 aient tous pris leur retraite dans quelques années. Ils pensent que l'armée, la garde nationale et la gendarmerie devraient trouver des remplaçants co-ethniques pour les officiers prenant de l'âge ; dans le cas contraire, ces communautés pourraient être plus susceptibles d'entrer en confrontation avec l'Etat.

¹¹² L'appartenance ethnique ne constitue pas le seul critère de discrimination. Les élites urbaines, quelle que soit leur origine ethnique, bénéficient généralement de meilleures chances de rejoindre les forces de sécurité que les communautés rurales périphériques.

¹¹³ Entretien de Crisis Group, Niamey, octobre 2019.

¹¹⁴ Entretien de Crisis Group, fonctionnaire de la HACP, juin 2019 (relayant le fait que de nombreux Peul ne se sont pas présentés, que d'autres ont été jugés inaptes et que l'attribution des postes a été entachée de népotisme).

¹¹⁵ Entretien de Crisis Group, chef de tribu qui a soumis des noms pour le recrutement, octobre 2019.

2. Protéger les civils

Pour tenter d'instaurer la confiance entre les communautés frontalières et Niamey, il sera également important de leur donner le sentiment que l'Etat peut assurer leur sécurité – en particulier à un moment où la reprise des opérations militaires contre l'Etat islamique se traduirait déjà par des meurtres de civils, et où l'épidémie de Covid-19 limite la capacité des autorités à surveiller le comportement des troupes sur le terrain.¹¹⁶ La police et la garde nationale sont les principales unités de sécurité responsables du maintien de la paix entre les communautés. Niamey devrait veiller à ce que, comme pour l'armée, leurs rangs soient composés d'une représentation satisfaisante des communautés frontalières.

D'autre part, outre la protection des civils contre les violences intercommunautaires, ces unités devraient être chargées de s'attaquer au vol généralisé de bétail des éleveurs, dont il est question plus loin, qui représente probablement le plus grand problème de sécurité et la principale source de frictions dans le Nord de Tillabéri.¹¹⁷ Le bétail porte des marques claires dans cette région, ce qui signifie que les autorités peuvent plus facilement identifier le bétail volé et le restituer à ses propriétaires. La récupération du bétail volé contribuerait à recréer des liens indispensables entre les forces de sécurité et les communautés nomades.

Une force de réaction rapide, récemment financée par l'UE et consacrée à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, pourrait également jouer un rôle dans la mise en place de ces liens. La première phase de déploiement du Garsi, une unité d'élite de la gendarmerie au Niger, a permis le déploiement d'un détachement permanent à Abala, doté de ses propres ressources en termes de renseignement et de police judiciaire. Des responsables du Garsi ont laissé entendre qu'ils étaient ouverts à l'idée d'adapter leur mandat pour mieux servir les communautés, et qu'ils pourraient donc également envisager d'assurer des services de protection civile, comme la lutte contre le vol de bétail.¹¹⁸ Les bailleurs de fonds pourraient organiser une formation spéciale pour le suivi et la récupération des animaux volés, et le personnel du Garsi pourrait mettre en place une ligne d'assistance téléphonique pour que les villageois puissent les contacter directement.

Enfin, pour renforcer le sentiment de sécurité au sein des communautés frontalières, il faudrait redoubler d'efforts pour que la justice fonctionne pour l'ensemble des habitants de la région de Tillabéri. Les autorités judiciaires du Niger devraient tendre la main à leurs homologues au Mali et solliciter leur coopération pour enquêter sur les atrocités commises le long de leur frontière commune. La mission de maintien de la paix des Nations unies, la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation au Mali (Minusma), pourrait travailler avec les autorités maliennes pour favoriser cette collaboration dans les affaires transfrontalières, et les bailleurs de fonds pourraient apporter un soutien technique et financier à cet effort. Il s'agit de créer des

¹¹⁶ Voir les éléments présentés au section II.D.

¹¹⁷ Entretien de Crisis Group, coordinateur de projet au Centre pour le dialogue humanitaire, Dakar, 2019. La population locale ayant signalé que les forces de sécurité ne répondaient pas aux appels concernant les raids sur leurs troupeaux, des initiatives du Centre pour le dialogue humanitaire ont tenté de s'attaquer au vol d'animaux.

¹¹⁸ Entretien de Crisis Group, commandant du Garsi, octobre 2019.

précédents positifs en matière de rendu de justice pour démontrer que l'Etat joue un rôle constructif pour faire respecter la loi et rétablir l'ordre dans la zone frontalière.

C. *Politique économique, développement et réformes*

Alors qu'il cherche à repousser l'Etat islamique, le Niger devrait examiner l'impact que ses politiques économiques pourraient avoir sur les efforts de renforcement des liens avec les communautés frontalières. Tout d'abord, il devrait envisager de limiter ou d'assouplir les mesures lourdes de restriction des mouvements de population et d'activité des marchés qui ont été imposées pour des raisons de sécurité, mais qui risquent d'affaiblir davantage les économies fragiles du Nord de Tillabéri. Deuxièmement, Niamey devrait encourager ses partenaires de développement à canaliser l'aide vers des projets dans le Nord de Tillabéri qui se trouvent loin des installations de sécurité (vers lesquelles une grande partie de l'aide est actuellement acheminée). Troisièmement, le Niger devrait élaborer des plans pour atténuer les conflits liés à l'utilisation des terres, l'une des principales causes sous-jacentes du conflit.

1. Alléger les mesures de restrictions économiques

Le 1^{er} janvier, une mesure très impopulaire d'interdiction des motos est entrée en vigueur dans la région de Tillabéri.¹¹⁹ Même si le motif sécuritaire était clair puisque les motos jouent un rôle essentiel dans les opérations de l'Etat islamique, elles sont aussi le mode de transport le plus courant pour les habitants de la région. Lors d'une réunion de la société civile à Tillabéri le 29 février, les participants ont dénoncé l'interdiction comme étant appliquée de manière inégale tout en étant inefficace. Ils ont pointé du doigt les zones où les forces de sécurité laissaient les bandits circuler librement à moto, avec sept attaques faisant plus de 100 victimes dans les semaines qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'interdiction.¹²⁰ Cette interdiction pose d'autres problèmes. Elle touche également les forces de sécurité, dont beaucoup vivent à des kilomètres de leurs bases et vont travailler en moto.¹²¹ Elle perturbe aussi fortement les moyens de subsistance et de nombreux habitants ont du mal à aller travailler ou à mener leurs activités.

S'il insiste sur le maintien de l'interdiction, l'Etat devrait envisager de prendre des mesures d'assouplissement le plus rapidement possible pour désamorcer les frictions qu'elle provoque entre Niamey et les résidents frontaliers. Il pourrait envisager d'encourager les entreprises à suivre l'exemple de la région de Diffa, dans le Sud-Est du Niger, où des tricycles à moteur – plus lents mais fiables et en aucun cas associés à des attaques terroristes – ont été mis à disposition à un tarif de location mensuelle

¹¹⁹ Le gouvernement avait déjà interdit les motos dans une zone plus restreinte du Nord de Tillabéri en mars 2017, levant l'interdiction en octobre de la même année suite à un mouvement de protestation populaire. Une autre interdiction similaire dans la région de Diffa en 2015 avait gravement perturbé l'économie locale, rendant la vie particulièrement difficile aux jeunes qui dépendent des motos pour gagner leur vie. Voir également le rapport Afrique N°245 de Crisis Group, *Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection*, 27 février 2017.

¹²⁰ Voir le compte-rendu de la réunion d'Urgence Tillabéri posté sur Facebook, le 29 février 2020.

¹²¹ Entretiens de Crisis Group, responsable de la sécurité, Niamey, février 2020.

raisonnable, après l'entrée en vigueur d'une interdiction similaire des motos ciblant les insurgés de Boko Haram.¹²²

La fermeture des marchés qui, selon les autorités, alimentent les chaînes d'approvisionnement de l'Etat islamique, entrave encore plus l'économie rurale, sans que l'effort anti-insurrectionnel n'apporte de réels avantages. A Abala, sept des neuf marchés de la commune sont fermés.¹²³ A Ayorou, le marché de trois jours a été ramené à une demi-journée.¹²⁴

Parallèlement, selon certains témoignages, ces mesures pourraient conduire à un contrôle encore plus dur des marchés par les jihadistes. Les marchés que les fonctionnaires ont fermés dans la commune d'Abala, par exemple, sont simplement passés du côté malien de la frontière et fonctionnent maintenant sous la surveillance des insurgés.¹²⁵ Lorsque l'armée a fermé les frontières, bloquant trois routes commerciales entre le Mali et le Niger, l'augmentation immédiate du chômage des jeunes a soulevé la crainte que ces jeunes désœuvrés ne viennent grossir les rangs des jihadistes. (Les dirigeants locaux ont finalement négocié pour que la troisième route, d'Anderamboukane au Mali à Abala et Baleyara au Niger, reste partiellement ouverte.)¹²⁶ Les autorités devraient envisager de rouvrir les marchés, en tenant compte du fait que leur fermeture pèse sur les communautés frontalières et tend à détourner le commerce régional vers des réseaux commerciaux contrôlés par les jihadistes de l'autre côté de la frontière.

2. Aide au développement

Alors que les mesures de sécurité pèsent sur les économies rurales, la tendance actuelle consistant à affecter des fonds de développement au renforcement des infrastructures à proximité des sites militaires pourrait alimenter le ressentiment des populations locales. Les fonds provenant d'initiatives de développement telles que le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel, créé en août 2019, et l'Alliance pour le Sahel, créée en 2017, sont utilisés pour renforcer les capacités des forces de sécurité dans les installations militaires, en prévoyant des infrastructures, telles que des services de soins de santé, qui peuvent également être mises à la disposition des communautés depuis les camps des forces de sécurité.¹²⁷ Mais les communautés ne font souvent pas confiance aux forces de sécurité et sont peu susceptibles de recourir à ce type de services si cela implique de s'approcher des installations militaires qu'elles associent à la persécution et au harcèlement.¹²⁸

¹²² Entretien de Crisis Group, analyste en sécurité régionale, Niamey, février 2020.

¹²³ Entretien de Crisis Group, maire d'Abala, Niamey, février 2020.

¹²⁴ Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2020.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ Ibid.

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ Un précédent effort financé par des bailleurs de fonds pour créer des structures de développement à partir de nouveaux centres de sécurité dans le nord du Mali peut servir d'avertissement. Les bailleurs de fonds internationaux espéraient que l'octroi de fonds au Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le Nord du Mali générerait un développement du Nord du pays, conformément à l'accord d'Alger de 2006. Mais la population locale a perçu cette initiative comme une militarisation de la zone. C'est l'une des raisons pour lesquelles les rebelles et les jiha-

Les bailleurs de fonds devraient examiner comment ils pourraient collaborer plus efficacement avec les autorités nigériennes afin de mener des projets qui bénéficient à la population de la région de Tillabéri sur le long terme.

3. Réforme de l'utilisation des terres

Comme nous l'avons déjà indiqué, une grande partie des conflits intercommunautaires dans la région frontalière de Niamey est due aux tensions autour des ressources, notamment foncières. L'Etat devrait, par conséquent, travailler avec les communautés et les bailleurs de fonds pour faire appliquer la législation relative à l'utilisation des terres, déjà adoptée officiellement et qui pourrait atténuer les conflits liés aux ressources.

Certains de ces conflits sont liés à des tensions entre agriculteurs et éleveurs, qui sont une source d'instabilité au Niger et ailleurs dans la région, comme au Nigeria. Entre 2008 et 2014, près de 28 500 km² de terres pastorales ont été perdues dans tout le Niger au profit de l'élevage en ranch ou de l'industrie extractive, sous la forme de concessions, ou à la suite de transactions foncières illégales.¹²⁹ Les nomades de la région subissent de plus en plus de pression de la part des agriculteurs qui s'emparent des pâturages qui leur sont officiellement attribués. Même si Niamey a élaboré une législation solide pour protéger les droits fonciers des éleveurs nomades, ces politiques sont mal appliquées, en partie parce que l'Etat est incapable de réglementer les zones en proie à des conflits violents.¹³⁰ Les pasteurs nomades connaissent souvent mal leurs droits pour défendre leurs terres en vertu des lois existantes.¹³¹

L'Etat peut agir, notamment en renforçant l'application du code pastoral de 2010, en organisant des campagnes de sensibilisation pour informer les pasteurs nomades de leurs droits et des projets visant à améliorer la gouvernance dans leurs zones.¹³² L'aide des bailleurs de fonds – en particulier aux ministères de l'Agriculture et de l'Elevage, pour faire appliquer le code dans le Nord de Tillabéri (notamment en ce qui concerne la réglementation foncière) – pourrait contribuer au succès de ces efforts.

distes ont pris les armes contre l'Etat en 2012. Voir Grégory Chauzal et Thibault van Damme, « The Roots of Mali's Conflict », Institut Clingendael, mars 2015.

¹²⁹ Serge Aubague et Nasser Sani Baaré, « Terres pastorales au Niger : les éleveurs face à la défense de leurs droits », *Grain de Sel*, no. 73, juillet 2016-juin 2017.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Ibid.

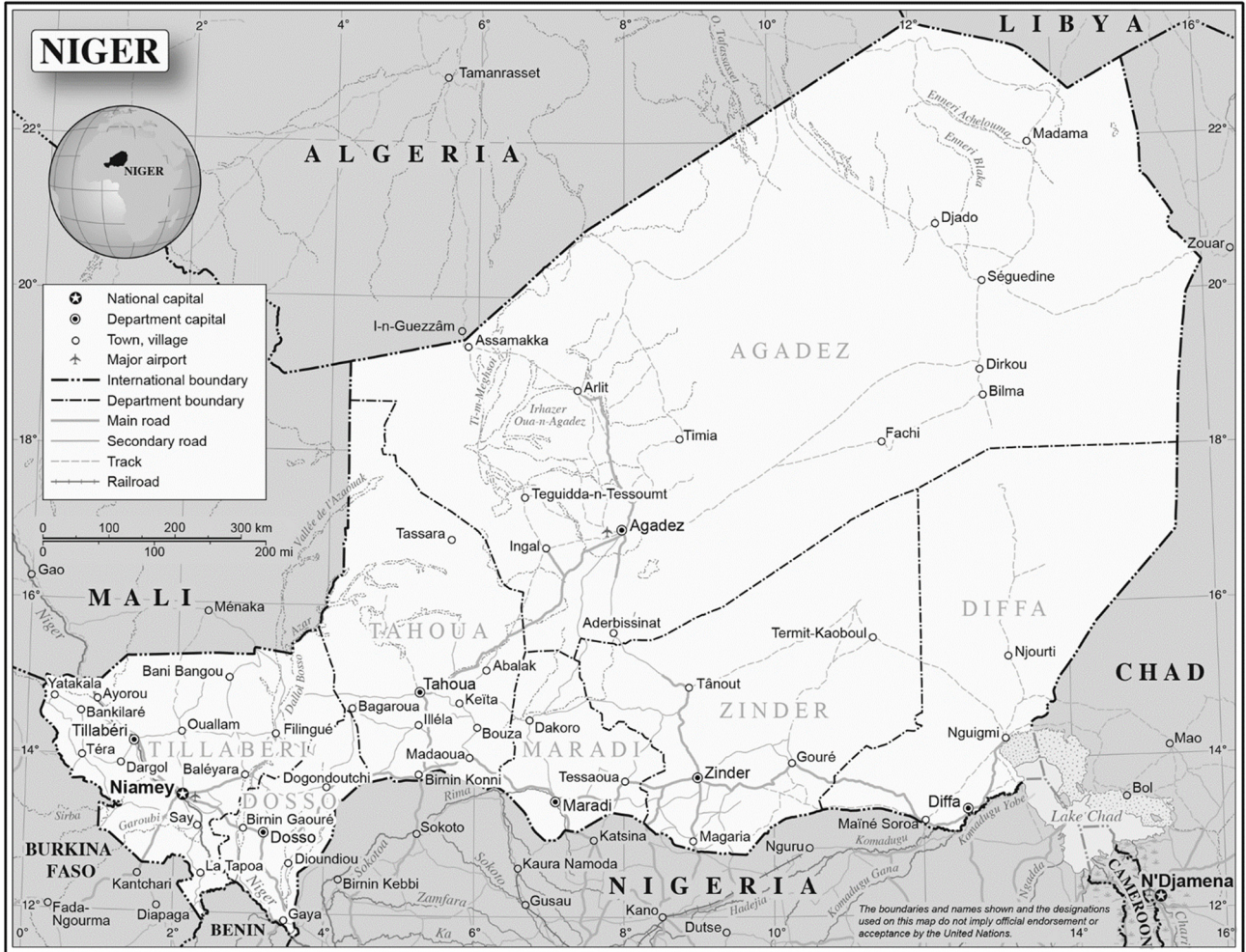
¹³² Presque dix ans après la ratification du code pastoral, les décrets d'application n'ont toujours pas été publiés. « Cette situation entretient la violence culturelle des sédentaires qui dominent les nomades dans la société nigérienne, ce qui contribue à produire de la violence par le biais de la frustration (sous-représentation politique) et de l'asservissement dans le domaine économique avec l'impossibilité de développer leur économie ». Herrick Mouafo Djonto et Karine Gatelier, « Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles », HACP, août 2017, p. 87.

IV. Conclusion

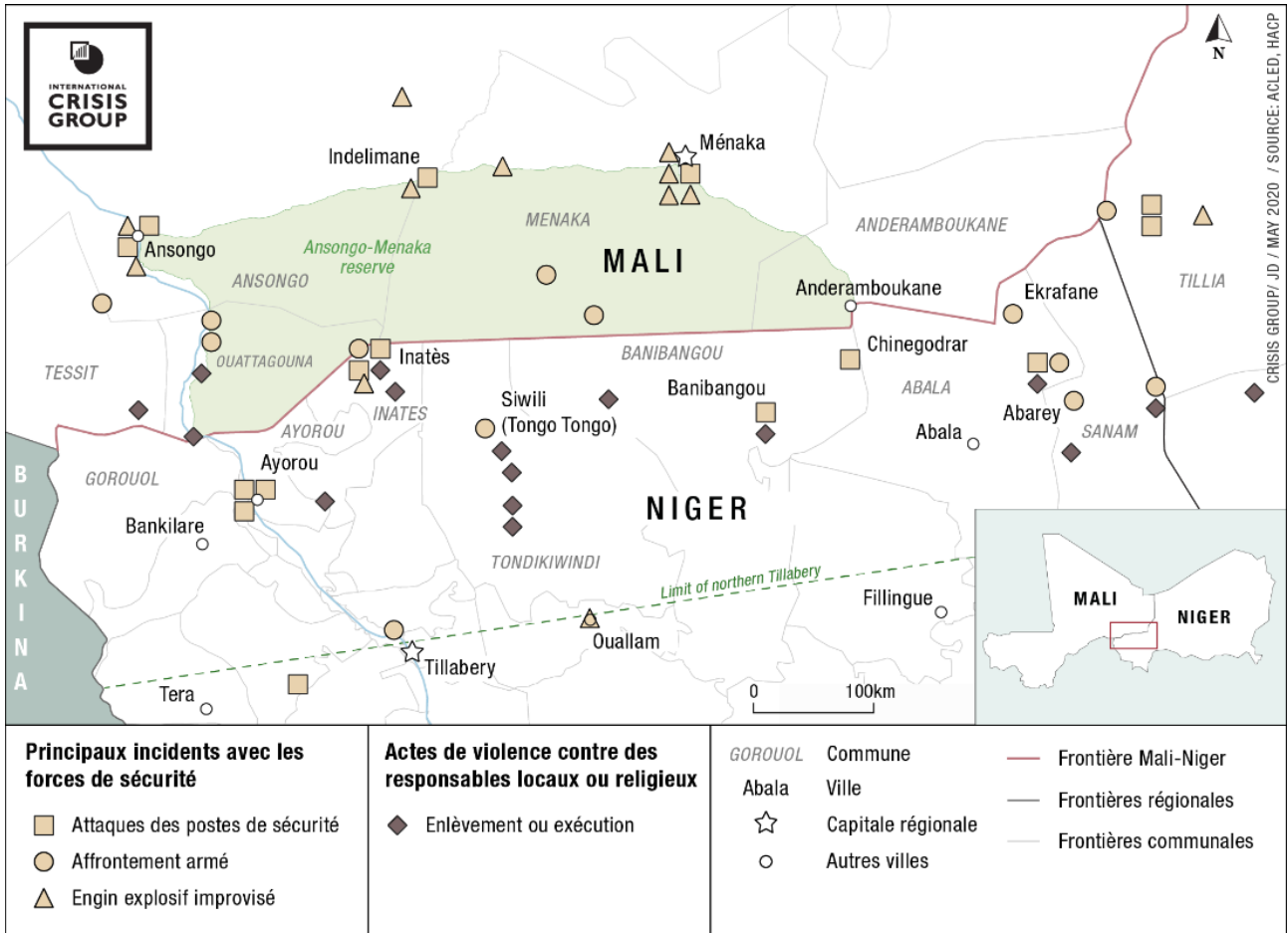
Le Niger subit des pressions tant à l'intérieur du pays que de la part de ses partenaires étrangers pour intensifier les activités militaires et cibler les insurgés de l'Etat islamique après leur récente série d'attaques meurtrières. Ces dernières années ont cependant montré que les moyens militaires dont dispose Niamey ne sont pas suffisants à eux seuls pour faire face à l'insurrection dans la région de Tillabéri. Les succès militaires remportés ont souvent permis des gains à court terme au détriment des relations à long terme avec les communautés frontalières. Les luttes intestines et les relations mouvementées avec Niamey sont exploitées par des groupes jihadistes devenus experts dans le recrutement de combattants parmi les habitants des zones où ils s'implantent. La décision de Niamey de collaborer avec les milices ethniques maliennes en 2017 lors des opérations contre l'Etat islamique a porté préjudice à la sécurité régionale. Il est essentiel que les autorités ne refassent pas la même erreur stratégique aujourd'hui. L'Etat doit faire son possible pour regagner la loyauté des populations frontalières, notamment les Peul, par le dialogue politique, les dispositifs de sécurité et les outils économiques. S'il n'y parvient pas, il laissera ouverte une brèche dans laquelle l'Etat islamique continuera de s'engouffrer.

Niamey/Dakar/Bruxelles, 3 juin 2020

Annexe A : Carte du Niger



Annexe B : Actes de violence de l'Etat islamique le long de la frontière Mali-Niger



Annexe C : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Lord Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Banque Mondiale, Département des Affaires étrangères et du Commerce d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministre des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et la Principauté du Liechtenstein Ministère des Affaires étrangères.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, et Rockefeller Brothers Fund.

Crisis Group remercie ses donateurs, et tout particulièrement l'Union européenne, pour le financement de ce rapport.

Annexe D : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017

Rapports et Briefings Spéciaux

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Seven Priorities for the New EU High Representative, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller, Briefing spécial N°4, 24 mars 2020 (aussi disponible en anglais et en espagnol).

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

The Price of Peace: Securing UN Financing for AU Peace Operations, Rapport Afrique N°286, 31 janvier 2020.

Huit Priorités pour l'Union africaine, Briefing Afrique, N°151, 7 février 2020.

Afrique australe

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Four Conflict Prevention Opportunities for South Africa's Foreign Policy, Briefing Afrique N°152, 27 mars 2020.

Afrique centrale

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 December 2019.

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Eviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°150, 23 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Premier pas vers la réforme au Burundi : mettre un terme au système de contributions forcées, Briefing Afrique N°153, 8 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups

Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of Schoolchildren in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais)

Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger, Rapport Afrique N°285, 6 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, Rapport Afrique N°287, 24 février 2020 (aussi disponible en anglais).

Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ? Briefing Afrique N°154, 24 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem, Rapport Afrique N°288, 18 mai 2020.

Corne de l'Afrique

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

Managing Ethiopia's Unsettled Transition, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.

Women and Al-Shabaab's Insurgency, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.

Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.

Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.

Safeguarding Sudan's Revolution, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.

Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.

Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Keeping Ethiopia's Transition on the Rails, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.

COVID-19 in Somalia: A Public Health Emergency in an Electoral Minefield, Briefing Afrique N°155, 8 mai 2020.

Annexe E : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

COPRÉSIDENTS

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Hailemariam Desalegn Boshe

Ancien Premier ministre d'Ethiopie

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Cotel International

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Ghassan Salamé

Ancien envoyé spécial des Nations unies en Libye et chef de Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; Ancien ministre de la culture du Liban ; Doyen fondateur de l'École des affaires internationales de Paris, Université de Sciences Po

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des États-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Eni
Shearman & Sterling LLP
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(2) Anonyme
David Brown & Erika Franke
The Edelman Family Foundation

Stephen Robert
Alexander Soros
Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

(1) Anonyme
APCO Worldwide Inc.
Chevron
Edelman UK & Ireland
Equinor
M&C Saatchi World Services
Ninety One
Shell
Tullow Oil plc
Warburg Pincus

DONATEURS PRIVES

(3) Anonyme
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward Bergman
Herman De Bode
Ryan Dunfield
Tanaz Eshaghian
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu

David Jannetti
Faisal Khan
Cleopatra Kitt
Samantha Lasry
Lise Strickler & Mark Gallogly Charitable Fund
The Nommontu Foundation
Brian Paes-Braga
Kerry Propper
Duco Sickinghe
Nina K. Solarz
Raffi Vartanian

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les dirigeants de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Christina Bache
Alieu Bah
Amy Benziger
James Blake
Thomas Cunningham
Matthew Devlin
Sabrina Edelman
Sabina Frizell
Andrei Goldis
Sarah Covill
Lynda Hammes
Joe Hill
Lauren Hurst
Reid Jacoby

Arohi Jain
Tina Kaiser
Jennifer Kanyamibwa
Gillian Lawie
David Litwak
Christopher Louney
Madison Malloch-Brown
Megan McGill
Hamesh Mehta
Clara Morain Nabity
Gillian Morris
Katera Mujadidi
Duncan Pickard
Lorenzo Piras

Betsy (Colleen) Popken
Sofie Roehrig
Perfecto Sanchez
Rahul Sen Sharma
Chloe Squires
Leeanne Su
Sienna Tompkins
AJ Twombly
Theodore Waddelow
Zachary Watling
Grant Webster
Sherman Williams
Yasin Yaqubie

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite
George Mitchell
Président émérite
Gareth Evans
Président émérite
Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Celso Amorim
Óscar Arias
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Nahum Barnea
Kim Beazley
Shlomo Ben-Ami
Christoph Bertram

Lakhdar Brahimi
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Sheila Coronel
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt
Wolfgang Ischinger
Aleksander Kwasniewski

Ricardo Lagos
Joanne Leedom-Ackerman
Todung Mulya Lubis
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Roza Otunbayeva
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos
Olympia Snowe
Javier Solana
Pär Stenbäck